

L'ILLUSTRATION

Supplément de "La Revue Franco-Américaine"

Vol. VI. No. 3.

Québec, 1er Janvier, 1911.

Bonne et heureuse année !

Et tous ses amis connus

et inconnus

La Revue Franco-Américaine

offre ses meilleurs

Souhaits du Nouvel An



S. E. Card. Gibbons,

S. E. Card. V. Vanutelli, Légat Papal,

S. E. Card. Logue.

UN GROUPE HISTORIQUE.—LES TROIS CARDINAUX DU CONGRES EUCHARISTIQUE.

L'hiver au Canada



CEUX QUI TRAVAILLENT.—Un "camp" de bucherons dans la forêt canadienne.



CEUX QUI TRAVAILLENT.—Le charroyage du bois au Canada.



CEUX QUI S'AMUSENT.—La terrasse Frontenac, à Québec, le rendez-vous des glisseurs



TERRASSE FRONTENAC.—Rien n'égale le charme des ébats dans la neige !



TERRASSE FRONTENAC.—Le “huilage” de la grande glissoire.



TERRASSE FRONTENAC.—Enthousiastes de la “traîne sauvage”.

Les Arts à Québec



MONS. H. IVAN NEILSON,
Peintre de paysages.

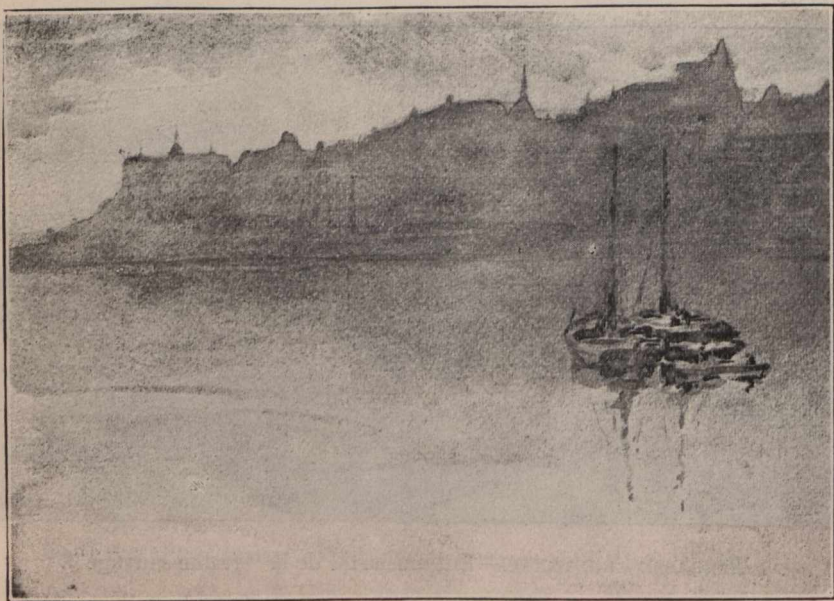
Artiste dans l'âme, M. H. I. Neilson a ressenti et a su faire rendre à son pinceau le véritable cachet de notre nature canadienne. Mais là où il excelle, c'est lorsqu'il s'agit de faire revivre, pour ceux qui l'ont déjà vécue, et de faire connaître aux autres la vie simple et douce de nos paysans avec tous les petits incidents qui la caractérisent.

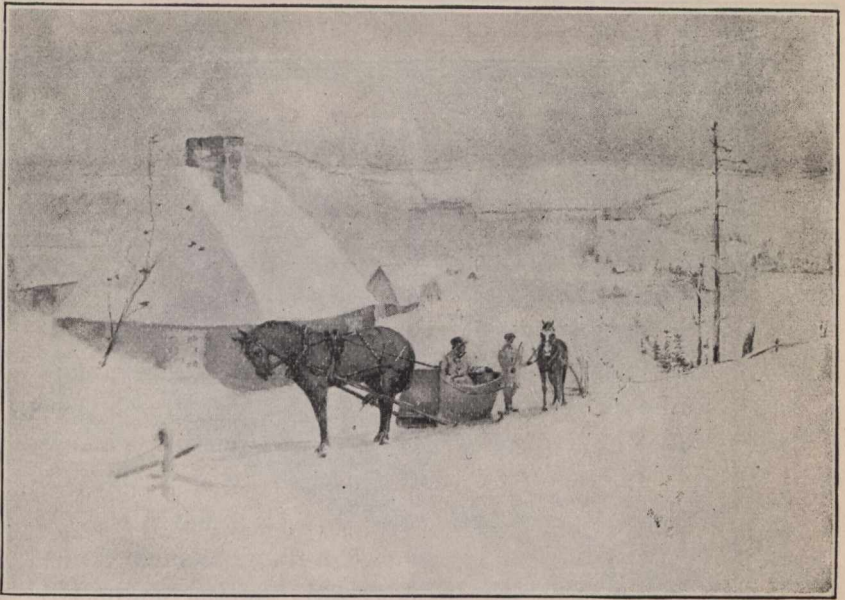
Monsieur H. Ivan Neilson, un de nos plus estimés concitoyens de Québec, expose en ce moment, au Château Frontenac, quelques œuvres de son crû.

Tous ceux qui auront l'occasion de visiter la magnifique exposition de tableaux qui ornent les spacieuses salles du Château pourront, tout en constatant le beau talent de M. H. I. Neilson, se rendre compte du patriotisme qui l'anime.

En examinant certains tableaux, comme "l'Automne doré", par exemple, on éprouve l'impression ressentie quand nous lisons nos poètes du terroir et nos littérateurs canadiens qui décrivent les charmes et les splendeurs du "Renouveau."

Nous donnons dans les pages qui suivent la reproduction de quelques œuvres de M. Neilson.

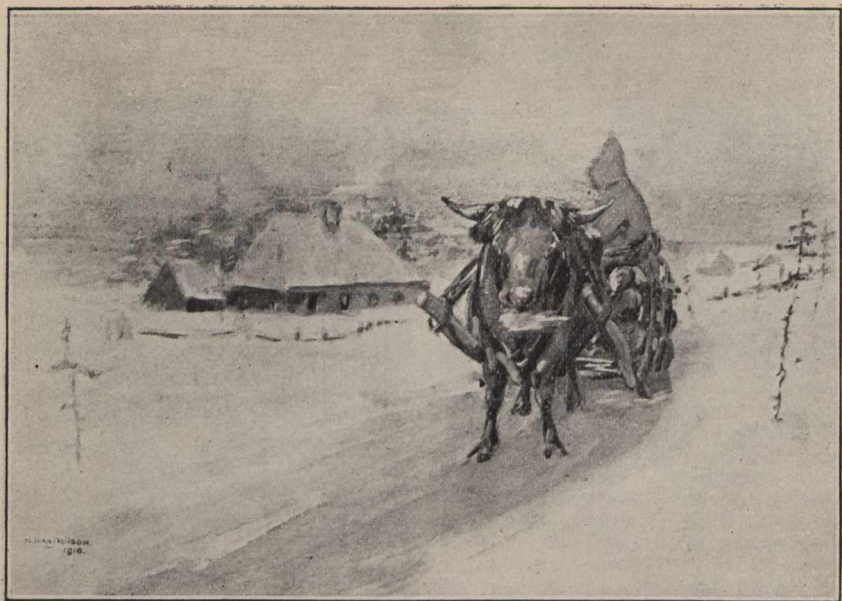




HIVER.—“Ch’val à changer ?”



HIVER.—Le pont de glace entre Québec et l’Ile d’Orléans (4 milles.)



RETOUR A LA MAISON.—Scène de campagne Canadienne.



UNE RIVIERE DU NORD.

Au Secours !

Ceci est à lire jusqu'au dernier mot

Si LA REVUE FRANCO-AMÉRICAINNE vous plait, si vous trouvez qu'elle fait un travail nécessaire, si vous désirez la voir grandir, s'améliorer, prendre plus d'influence et faire autorité, alors . . . un coup d'épaule, s. v. p.

C'est le temps de nous faire des étrennes épantantes, comme on dit à Dublin. Nous en avons un très grand besoin. Les étrennes que nous sollicitons ne vous coûteront rien ou guère. Voici :

Que chaque lecteur de notre Revue devienne un abonné direct. L'abonné direct est la force, l'armature solide et constante d'un journal. C'est lui, lorsqu'il paie sa contribution à temps, qui lui donne de la fermeté et de l'indépendance.

Que chaque abonné actuel nous trouve et nous envoie un souscripteur nouveau. Rien ne vaut la propagande personnelle. C'est le moyen le plus efficace d'aider notre œuvre. Vous avez un, deux, dix amis qui seront heureux de vous faire plaisir et en même temps qui vous remercieront d'avoir uni leur action à la nôtre pour la diffusion plus grande de notre œuvre. Un léger effort de la part de chacun doublerait le nombre de nos abonnés et nous permettrait d'apporter plus d'amélioration à notre, ou plutôt, à votre revue.

Ce n'est pas ici qu'il est nécessaire d'insister longuement sur les immenses services que LA REVUE

FRANCO-AMÉRICAINÉ rend à la cause sacrée de défense nationale : préservation des droits acquis, revendication des postes usurpés par nos protégés, les Irlandais, et maintien de l'unité et de la solidarité de l'élément français en Amérique. Mais elle peut, veut et doit faire plus encore ; et c'est pourquoi nous demandons à tous les patriotes militants de nous aider à la faire pénétrer dans plus de foyers et jusque dans les plus petits villages.

Nous avons un grand nombre de réels amis parmi nos lecteurs et c'est à ceux-là surtout que nous nous adressons.

Maintenant, ceux qui ont des étrennes à donner peuvent-ils trouver de meilleure occasion de les faire doubles sans qu'il en coûte un sou de plus ?

Lorsqu'on offre des étrennes, on veut d'abord qu'elles fassent plaisir à celui qui les reçoit ; on désire aussi que celui-ci vous en sache le plus de gré possible.

A ces deux titres, l'abonnement est un des meilleurs, sinon le meilleur quand il s'agit surtout de la REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ, des cadeaux, des souvenirs, des étrennes.

L'abonnement, ce sont les étrennes renouvelées chaque mois. Le plaisir est durable, croissant même, et la gratitude suit la même progression.

Aussi nous appelons l'attention de ceux de nos lecteurs en quête de cadeaux, de souvenirs, d'étrennes, sur l'abonnement à la REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ. Vous connaissez la beauté de ses illustrations, l'intérêt et la moralité du texte, la modicité du prix d'abonnement. En un mot, c'est une publication de premier ordre.

Pour \$2.00 pour le Canada et \$2.50 pour les Etats-Unis, nous abonnerons celui ou ceux que vous voulez honorer d'étrennes, de février 1911 jusqu'au 30 avril 1912, soit pendant 15 mois, et de plus nous écrirons à votre ou vos amis que vous voulez ainsi honorer de qui leur vient cette insigne faveur.

Nous nous ferons un devoir d'adresser la lettre que je vous mentionne ci-contre "avec vos compliments" pour qu'elle arrive à destination au temps des étrennes. Naturellement, tout cela dépendra de la diligence que vous apporterez vous-mêmes.

Par la mise en lumière de faits généralement inconnus, LA REVUE FRANCO-AMÉRICAINNE a fait rentrer dans l'ombre bien des ambitieux et des suffisants. Elle a montré du doigt les faux frères qui convoitent notre patrimoine. Toutefois sa tâche est loin d'être accomplie; en réalité elle est à peine commencée—mais elle a le bon sens populaire avec elle et bientôt elle espère que le sens pratique de Rome cèdera devant la preuve. Celle des faux rapports, des sans-patrie et des empochistes est faite, et la réaction s'accuse.

Nous manquerions de modestie et d'exactitude en faisant universelle la part que notre Revue a prise à ce résultat. Bien d'autres, avec nous, ont pris les armes pour défendre notre nationalité menacée. Mais nous avons conscience que nous avons été parmi les plus vaillants, et que notre influence a été bonne.

C'est cette influence que nous venons vous prier de soutenir et d'étendre par la propagande. Notre vaillante et jolie revue, malgré des offres alléchantes: contrats d'annonces, etc., n'a rien voulu

sacrifier aux prétendues idées larges et élevées du laisser faire et endurer. La faveur avec laquelle elle est accueillie dans les milieux les plus lettrés fait justice facilement de ce que les esprits forts appellent notre fanatisme national. Cette faveur prouve également que la vérité est autrement intéressante que le mensonge ; que la gaiété et le droit se tiennent par la main ; que la justice est essentiellement liée aux lois de la conscience, et qu'elle vole son nom dès qu'elle s'écarte de ces dernières.

C'est donc faire œuvre de foi nationale que d'étendre notre influence. Vous le ferez, nous en sommes certains, et, pour faciliter le concours que nous vous demandons, nous nous tenons à votre disposition. Vous voudrez bien aussi nous indiquer les marchands de journaux de vos localités qui seraient susceptibles de vendre la REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ, (1), et nous envoyer les adresses des personnes qui pourraient faire bon accueil aux spécimens que nous leur adresserions directement et gratuitement.

Merci à l'avance de ce concours que vous ne nous refuserez pas. Votre fidélité à nous lire, votre constance à nous aider nous en sont garants.

(1) A l'exception de Québec, Montréal, Ottawa, Sturgeon Falls, St. Hyacinthe, pour le Canada, et Lewiston, Manchester, Nashua, Brunswick, Woonsocket, pour les États-Unis, où la Revue a des agents.

“ A Searchlight ” (1)

[TRADUCTION]

Dans les pages qui suivent nous nous proposons premièrement de faire voir la nécessité d'une Université catholique de langue anglaise en Canada; deuxièmement, de montrer les efforts qui ont été faits pour fonder et diriger une université de ce genre à Ottawa; troisièmement, de montrer comment et par qui ces efforts ont été frustrés; et quatrièmement de suggérer les remèdes qui nous paraissent appropriés à cette situation. C'est encore notre intention de ne faire aucun avancé qui ne soit appuyé par une preuve documentaire. Si les faits que nous apportons sont attaqués il est raisonnable que nous demandions à nos adversaires de donner des preuves écrites, ou, s'ils refusent, que leurs déclarations non prouvées soient rejetées par le grand tribunal de l'opinion publique éclairée auquel nous soumettons notre cause.

Une raison suffisante pour la présentation de cet appel en ce moment est fournie par la crise que traverse actuellement notre développement éducationnel et qui fait dire au “Casket” d'Antigonish dans son article de fond du 30 nov. 1905 :

“Les catholiques de langue anglaise se voient empêchés de fréquenter les universités non-catholiques, et les collèges catholiques qu'ils possèdent ne donnent guère plus que l'enseignement d'un “high school”. C'est ce qui explique la proposition du Principal Brick du Collège de Regiopolis, Kingston, que la politique d'affilier les collèges catholiques aux universités non-catholiques devrait être adoptée dans tout le pays. Pour notre part cette proposition ne nous plaît pas plus pour le Canada qu'elle ne nous plaît pour l'Irlande...

... Nous croyons que le temps est venu de faire quelque chose de mieux que cela”.

Nous sommes unanimes avec le “Casket” à repousser la doctrine du désespoir. Il est vrai que l'Université d'Ottawa, la seule institution qui se prête à la centralisation des unités éducationnelles des catholiques de langue anglaise du Cana-

(1) Cette compilation de documents concernant l'Université d'Ottawa à été inspirée par le désir conscientieux d'expliquer la situation de l'Université en se plaçant au point de vue de la population de langue anglaise de ce pays. L'intérêt des âmes, dans l'humble opinion du compilateur, en est une suffisante justification.

da, a été accaparée par un mouvement agressif de propagande de race. Mais les catholiques de langue anglaise ne peuvent plus se contenter d'une politique de laisser faire quand des intérêts catholiques vitaux sont en jeu. Le problème est loin d'être résolu et il ne le sera pas tant que les malentendus ne seront pas disparus et que justice ne sera pas rendue à la minorité catholique de langue anglaise. Pour la solution d'un problème, aujourd'hui si plein d'actualité, la force de l'opinion publique une fois soulevée puis renseignée, contribuera efficacement à rallier le concours de tous les éléments, laïques et ecclésiastiques. Ce concours ne sera obtenu que par la claire compréhension de nos griefs et du besoin pressant d'agir. "Que ceux qui veulent être libres frappent eux-mêmes!"

Education supérieure

Quelle est, d'abord, cette éducation supérieure? C'est le développement des dons les plus nobles du Créateur, la connaissance de nos ambitions et de nos problèmes, l'appréciation de notre foi, l'édification de nos voisins,—tout ce qui relève la vie et rend le citoyen meilleur. L'éducation supérieure est le perfectionnement symétrique de cet entraînement qui est un bienfait inestimable pour un peuple, plus spécialement pour un peuple comme le nôtre dont la faim intellectuelle a été aiguisée par des siècles de privation.

C'est une loi établie de notre société démocratique que le succès et l'influence dépendent dans une large mesure de l'éducation. Dans la lutte pour la compétence et l'avancement, spécialement dans l'arène professorale et partout où des qualifications spéciales sont indispensables, c'est le cerveau entraîné qui l'emporte. L'esprit du siècle pousse à une recherche de culture dont notre jeunesse catholique ne peut pas être tenue éloignée.

Cependant, l'Église exige que l'entraînement nécessaire soit donné dans une atmosphère religieuse qui doit pénétrer toutes les phases de l'éducation depuis le jardin de l'enfance jusqu'à l'université. Pour nous, cet avantage a été amplement accordé dans nos écoles primaires partout où on les a établies conformément au système des "Ecoles-Séparées." Mais qu'advient-il des gradués de ces écoles primaires? "*Eux aussi demandent du pain.*" Qu'avons-nous à leur of-

frir? Des pierres, sous forme de l'alternative soit de rester chez eux à végéter ou d'exposer leur foi dans des institutions purement laïques. Rester chez eux c'est l'ignorance, c'est se condamner à n'exercer dans la vie publique qu'une maigre influence comparée à notre nombre. L'autre alternative est encore pire, car si dans les institutions non-catholiques gouvernées par un système laïque, on peut trouver des moyens d'avancement intellectuel, ces moyens sont dangereux pour la foi et les mœurs. On a dit avec raison :

"Confier nos enfants à des professeurs non-catholiques, les entourer d'influences non-catholiques à l'âge où ils ne font que commencer à penser pour eux-mêmes et à former leurs premières idées sur les grandes questions de la vie et des choses par le moyen de l'histoire et de la littérature, ne peut se faire qu'au détriment de leur bien-être intellectuel et spirituel."

Doit-on s'étonner maintenant, en face des lacunes de notre éducation catholique avancée, si beaucoup de nos jeunes gens nous abandonnent?

Nos besoins

Donc, ce qu'il nous faut c'est un système d'éducation supérieure qui dirige nos jeunes gens de l'école primaire au collège et à l'université, un système qui, à la vérité, peut être modelé sur le système d'éducation d'Ontario, qui soit en harmonie avec lui, mais un système catholique par le ton et l'administration. Ce devrait être une institution absolument apte à enseigner les connaissances humaines, pouvant donner des cours dans les différentes branches des arts et des sciences, des cours de droit et de médecine, des cours égaux à ceux des universités d'Etat, une institution dont l'efficacité serait reconnue et qui recevrait la sympathie et l'encouragement des catholiques de langue anglaise du Canada. Comme ce système serait catholique, il devrait surtout exceller par la supériorité de ses cours de philosophie et de théologie, il devrait être un boulevard de la religion tendant vers des idéaux plus nobles et plus élevés, une sauvegarde contre l'erreur qui s'attache aux méthodes des spéculateurs non-catholiques. Il devrait être un foyer d'activité intellectuelle, un point de ralliement pour l'idée catholique de langue anglaise, la base d'une action concertée pour tout ce qui nous intéresse plus particulièrement, une influence pour l'harmonie, le berceau d'une littérature qui nous soit propre—en un mot il devrait

être la contrepartie, pour les catholiques de langue anglaise, de cette université Laval qui a été et qui est si intimement liée aux destinées du peuple canadien-français.

Ce besoin, ce n'est pas tout récemment qu'on l'a reconnu. C'est lui qui inspira le mouvement qui en, 1889, obtint pour la ville d'Ottawa l'élévation de son Collège Catholique au rang d'Université Catholique dûment approuvée par le Saint Siège.

Avantages d'Ottawa

Les raisons qui ont motivé le choix d'Ottawa sont évidentes pour quiconque connaît la distribution géographique de l'élément de langue anglaise au Canada. Ces raisons sont admirablement exposées dans une pétition dressée pour être présentée à Rome, par les Révérends Pères du Collège d'Ottawa quand en 1889 on fit des démarches pour obtenir une charte de Rome. Les nombreuses et puissantes raisons qui, à leur avis, rendaient manifestes non seulement l'utilité mais la nécessité de créer une université catholique à Ottawa sont exprimées dans leurs détails. Après avoir signalé que la capitale est située dans la province d'Ontario à mi-chemin entre les provinces de l'est et de l'ouest, dans une région d'accès facile par voie maritime ou par voie ferrée et rapprochée de la frontière nord des Etats-Unis, la pétition continue comme suit :

Etant donné que pas une des provinces et pas un des Etats voisins des Etats-Unis ne possèdent une université catholique et qu'ils n'en posséderont pas pour plusieurs années à venir à cause du petit nombre et de la pauvreté de la population catholique; attendu, de plus, que toutes les autres villes seraient trop éloignées, ou d'accès trop difficile, il est très désirable qu'une institution de ce genre soit fondée à Ottawa. A défaut d'une institution d'arts libéraux de ce genre la jeunesse catholique ou demeure dans son ignorance improprie à toute fonction publique et, partant, sans utilité pour sa religion ou son pays, ou elle se dirige vers les universités protestantes où elle puise une doctrine et une morale opposée à l'idéal catholique. A ce triste état de choses il a été impossible jusqu'à présent (1889) de remédier."

"Il y a dans tout le vaste Dominion Canadien une université catholique (Laval), qui, pour plusieurs raisons, n'est pas fréquentée par la jeunesse des provinces de langue anglaise. Elle est française, fréquentée à peu près exclusivement par les Canadiens-Français et placée dans un milieu français, tandis que la majorité dans les autres provinces en dehors de Québec est d'origine irlandaise, anglaise et écossaise et que ses coutumes, ses aspirations diffèrent largement des coutumes et des aspirations des Canadiens-Français. De plus, le cours des études est donné en langue française. Aussi comme elle est située

dans la province française et qu'elle recrute ses étudiants dans cette province, elle enseigne la loi française qui la régit encore, de sorte que ses étudiants ne peuvent pas être admis au Barreau des autres provinces qui sont régies par la loi civile anglaise.

"Le résultat est que la plupart des jeunes catholiques de langue anglaise, au grand détriment de leur bien-être spirituel, ont recours aux universités protestantes, parce qu'elles sont proches, fréquentées par des étudiants de langue anglaise, dirigées dans leur langue, et parce qu'elles les préparent directement à une carrière dans la vie. Une université à Ottawa qui offrirait les mêmes avantages que les universités protestantes serait bienvenue par tous les catholiques et par beaucoup des protestants aussi."

La pétition étudie ensuite les avantages donnés à Ottawa par le fait que c'est la ville capitale d'un grand pays et le siège du gouvernement.

"Une université fondée là s'adresserait aux catholiques et aux protestants tant du Canada que des Etats-Unis, et tandis que pour les premiers elle manifesterait clairement la sollicitude matériel de l'Eglise Catholique pour le bien-être éternel et temporel de ses enfants, elle détruirait encore nombre de préjugés dans l'esprit des autres.

"De plus, plusieurs citoyens d'Ottawa par la nature de leurs fonctions se livrent à des travaux scientifiques et littéraires, beaucoup d'étrangers, spécialement à l'époque des sessions parlementaires, fréquentent la capitale; et parmi ces derniers il en est peu qui ne soient imbus des principes faux ramassés dans leur commerce quotidien avec les non-catholiques. Il ne fait pas de doute qu'une université catholique exercerait une influence d'une valeur inestimable par ses conférences publiques et par ses écrits."

La pétition énumère ensuite les avantages spéciaux dérivant de la proximité de la Chambre fédérale, de la Cour Suprême, des départements, des bibliothèques, des musées, et prouve la proposition qu'Ottawa est éminemment située, au double point de vue intellectuel et matériel, pour être le siège de l'Université Catholique

Enfin, elle appuie les droits du collège déjà existant à Ottawa.

"Ce collège confié aux soins des Révérends Pères Oblats depuis l'année de sa fondation (A. D. 1849) jusqu'à ce jour (1888) s'est créé une belle réputation, non seulement au Canada mais aux Etats-Unis; à ce point qu'il est considéré l'Alma Mater de plusieurs dignitaires de l'Eglise, de membres distingués de la magistrature, du barreau, et de médecins dans les deux pays. (Note: Ces anciens élèves ont été recrutés pour la plupart parmi l'élément de langue anglaise).

"Il reçut en 1866 de Sa Majesté Britannique une charte civile du consentement unanime des deux chambres provinciales. Et si après un court espace de temps il n'était créé université catholique il est à craindre que grâce à un sentiment d'envie venant surtout d'un élé-

ment non-catholique turbulent, sa charte ne soit considérée nulle et qu'une charte de même nature ne soit accordée à une institution protestante.

"Pour toutes ces raisons et dans la crainte que par négligence ils n'aient privé des bienfaits qu'ils en retirèrent les catholiques de cette région, les Révérends Pères ont cru qu'il était de leur devoir de déposer cette humble pétition aux pieds du Souverain Pontife, afin d'en obtenir la permission d'ouvrir une université."

La charte ecclésiastique

Que le Saint Siège ait compris la situation et qu'il ait pris le moyen de pourvoir aux besoins éducationnels des catholiques de langue anglaise, cela est prouvé par la charte accordée par Sa Sainteté Léon XIII, dont la traduction anglaise officielle contient ces paroles significatives :

"Nous voulons de plus que notre Vénérable Frère, l'archevêque d'Ottawa et ceux qui après lui occuperont le siège archiepiscopal remplissent les fonctions de Chancelier Apostolique de la dite Université et que l'archevêque lui-même et ses successeurs veillent, ainsi que les autres évêques des provinces d'Ottawa et de Toronto qui auront affilié leurs séminaires, leurs collèges, et autres institutions semblables à l'université à l'intégrité de la doctrine qui y doit être enseignée." (Note: La province d'Ottawa comprend le diocèse de Pembroke et la province de Toronto comprend les diocèses de Hamilton et de London)."

"Enfin, nous donnons à l'Université, à l'instar de celle de Québec, le pouvoir de considérer comme siens et de leur accorder tout-à-fait les mêmes avantages, les étudiants des séminaires, des collèges et des autres établissements d'éducation situés dans les seules Provinces ecclésiastiques d'Ottawa et de Toronto." (Note: Le mot *seules* est sousigné évidemment pour empêcher toute intervention avec les collèges Canadiens-Français voisins comme celui de Rigaud).

Les dernières paroles du Souverain Pontife trahissent une connaissance parfaite des difficultés et des dangers que rencontrera la complète réalisation de son idée étant donné la juridiction du Chancelier et la complexion de l'ordre religieux qui en a la charge. Voici ces paroles :

"Telles sont notre volonté et notre décision. En conséquence nous décrétons que nos présentes lettres seront toujours et resteront fermes, valides et effectives, et recevront et garderont leur pleine et complète efficacité et seront en toutes choses et dans toutes les circonstances interprétées en faveur de ceux qu'elles concernent et de quelle manière qu'elles les concerneront: et devront tous les juges ordinaires et délégués, auditeurs du Palais Apostolique, Nonces du Siège Apostolique et cardinaux de la Sainte Eglise Romaine, et même les Légats *a latere* rendre leurs jugements et définitions en conformité avec ces décisions, leur retirant à tous le pouvoir et l'autorité de juger autrement; et sera nulle et non avenue toute action de quelque, sous quelque autorité que ce soit, sciemment ou non, pourrait agir en contravention avec notre présent décret."

Il est donc clair d'après l'insistance du Pontife Suprême, que, sans égard aux circonstances qui pourraient surgir ou aux innovations qui pourraient être faites par les autorités locales, l'institution doit rester telle qu'elle a été fondée. Pourtant, grâce à une intervention locale, la “volonté et la décision” du Pontife Suprême ont été pratiquement mises de côté, et, comme conséquence, les intérêts des catholiques de langue anglaise ont été sacrifiés.

Le premier recteur

Le sens du Bref Papal est clairement donné par le Rév. Père McGuckin, le premier recteur chargé de la lourde mission de mettre en œuvre les directions du Saint Siège, dans le discours qu'il prononça à l'inauguration de l'université (1889) :

“Les catholiques de langue anglaise ont fait leur part dans le développement des ressources matérielles du Canada et si l'on tient compte de leur état de fortune, des maigres ressources avec lesquelles ils ont dû commencer la vie dans ce pays, des difficultés qu'ils ont rencontrées dans la suite, ils ont fait beaucoup pour l'éducation supérieure. Mais leur état de fortune a changé et les conditions de notre époque demandent impérieusement aux catholiques d'être au niveau de leur temps dans le domaine de l'éducation, de donner toute leur mesure dans la vie intellectuelle de la nation”...

“Il est, de plus, temps pour le Canada de se donner une *littérature anglaise catholique*; cette littérature n'existe pas et on ne peut pas espérer qu'elle existe jamais tant que nous n'aurons pas des hommes ayant le temps et le moyen de suivre un cours d'études comme il ne s'en donne que dans une université catholique.

“Quelques mots maintenant des prétentions de l'Université d'Ottawa sur cette ville, sur la province d'Ontario et sur toute la population de langue anglaise du Dominion. Jusqu'ici le Collège d'Ottawa a rendu de grands et d'excellents services au pays, mais à l'avenir nous pouvons espérer qu'avec la bénédiction de Dieu l'Université Catholique d'Ottawa va rendre des services plus élevés et plus grands encore à l'Eglise et à l'Etat et particulièrement dans cette province d'Ontario.

“Nos coreligionnaires de langue française ont leur université, la très ancienne, très illustre et très savante université catholique de Laval. Ce que Laval est pour Québec, l'Université d'Ottawa devrait le devenir pour Ontario, à la vérité, pour tout le Dominion—un centre intellectuel catholique.

“Pour terminer, j'invite tous les amis de l'éducation catholique à se donner la main pour rendre cette université digne de son nom et digne des catholiques de langue anglaise du Canada”....

Cette déclaration soigneusement préparée du premier recteur à qui fut confiée l'exécution de la politique de l'Eglise montre comment le Bref papal était interprété. Cette dé-

claration, le recteur de Laval à cette époque, Mgr Paquet, l'accepta franchement et en l'acceptant il parla au nom de l'élément canadien-français. Il repoussa la déclaration que Laval fût la mère de l'Université d'Ottawa. "Toutes deux reconnaissent le même père, le Pape; elles ont la même mère, l'Église. Laval n'est donc pas la mère, mais la sœur aînée de la nouvelle université."

Le deuxième recteur

Que le recteur suivant, le Rév. H. Constantineau, d'origine canadienne-française, ait accepté le programme tracé par son prédécesseur, voilà ce qui apparaît dans un document officiel intitulé "Plaidoyer en faveur d'une éducation supérieure" publié par lui en 1889.

"Par ces paroles de Léon XIII, on voit aisément que l'Université d'Ottawa est destinée à la province d'Ontario, de la même façon que l'Université Laval est destinée à la province de Québec. Il est également clair que la hiérarchie catholique d'Ontario a le droit de prendre une part active dans la préservation de l'intégrité de la doctrine qui y doit être enseignée.

"De plus, on peut voir, par le Bref cité plus haut, que le Souverain Pontife ordonna que "les statuts et lois de l'Université fussent soumis au Saint Siège le plus tôt possible afin qu'après mûre délibération, ils pussent recevoir la sanction de son autorité." Cet ordre du Saint Père a été observé. Les lois et statuts de l'Université d'Ottawa ont reçu, par lettres apostoliques datées du 12 juin 1891, la sanction solennelle du plus haut tribunal ecclésiastique sur terre.

"Occupant la troisième place dans ces lois et statuts on trouve cet article sur lequel nous attirons spécialement l'attention: "Tel que commandé dans les Lettres Apostoliques du Souverain Pontife, Léon XIII, glorieusement régnant, datées du 15ème jour de mars 1899, les gardiens, patrons et guides de l'Université seront, en premier lieu, l'archevêque d'Ottawa à titre de Chancelier Apostolique, ensuite les autres évêques de la province ecclésiastique portant le même nom, et enfin les évêques d'Ontario qui auront affilié leurs séminaires, leurs collèges et autres institutions de ce genre à la dite université. Ce sera leur devoir à tous de veiller à l'intégrité de la doctrine enseignée dans l'Université.

"Le cinquième article décrète que: Sous la vigilance du Chancelier Apostolique et des évêques mentionnés plus haut (tel que décrété par l'article trois) et sous l'autorité d'un Supérieur Général (tel que spécifié dans l'article quatre), un Recteur et ses assistants, un Conseil d'administration et un Sénat Académique gouverneront l'Université." Ces deux articles approuvés qu'ils sont par le Saint-Siège démontrent suffisamment que l'Université d'Ottawa n'est pas simplement une institution diocésaine. Assurément ses classes sont ouvertes aux étudiants de toutes les parties du Canada et des Etats-Unis. D'où qu'ils viennent on leur accordera à tous les mêmes privilèges. Néanmoins, en face de témoignages comme ceux donnés plus haut, on ne peut nier que l'Université d'Ottawa est avant tout et par autorité apostolique

le centre de l'éducation catholique dans la province d'Ontario. Il incombe donc aux catholiques d'Ontario, ecclésiastiques ou laïques, de seconder son progrès par tous les moyens.

"Mais comment ce progrès peut-il être atteint? Comment arriver à cette réalisation de notre plus chère espérance? N'est-ce pas par le concours unanime et loyal du clergé catholique et des laïques d'Ontario?"

"Si les catholiques d'Ontario désirent véritablement que l'Université d'Ottawa réponde à leur idéal et au nôtre, pourquoi ne pas lui donner le concours généreux qui lui permettra vite de prendre le premier rang parmi les puissances éducatrices?..."

"Comme nous l'avons déjà dit Nos Seigneurs les archevêques et évêques d'Ontario ont le droit de surveiller le travail poursuivi dans l'université. Et du moment qu'un corps aussi distingué de saints et savants prélats est chargé de surveiller son enseignement et ses méthodes il n'y a plus à craindre pour l'avenir de l'Université d'Ottawa. Que Nos Seigneurs les archevêques et évêques, que le clergé de cette province prennent une part active à l'amélioration de notre institution et elle est destinée à devenir bientôt un centre d'éducation qui sera un véritable sujet d'orgueil pour les catholiques non seulement d'Ontario, mais aussi de tout le Canada..."

"Pour les motifs exposés dans cette brochure nous invitons la population catholique d'Ontario à faire un effort unanime pour la prospérité de l'Université d'Ottawa. Comme nous l'avons fait voir, c'est le désir du Pape que cette institution soit le centre de l'éducation catholique dans notre province. Soyons tous d'accord sur ce point et nous y gagnerons à la fin. L'union est toujours un gage de force, mais l'union qui est bénie par une approbation apostolique est doublement forte."

Signé: LE RECTEUR ET LA FACULTÉ DE L'UNIVERSITÉ
CATHOLIQUE D'OTTAWA.

N.B.—Le Dr Constantineau fait allusion au pénible isolement de l'université amené par l'attitude étrange du Chancelier qui a éloigné la hiérarchie d'Ontario malgré les efforts du Recteur et de la Faculté pour réaliser l'espoir du pays et exécuter la volonté expresse du Saint Père.

Dans une autre brochure publiée aussi par le Rév. H. Constantineau, pendant qu'il était recteur, nous trouvons ce qui suit :

"L'anglais est la seule langue employée dans les salles des cours, excepté, comme dans la majorité des collèges catholiques, pour les cours de philosophie qui sont donnés en latin et aussi, comme dans les autres collèges pour les cours sur la littérature des langues modernes qui sont donnés dans ces langues quand les élèves les comprennent.

"Dans ces conditions il est naturel que les catholiques qui désirent donner à leurs fils ou à la jeunesse de leur race une éducation en anglais considèrent que l'université d'Ottawa existe spécialement pour eux. Les catholiques sont de cet avis, assurément, et la preuve que l'institution répond à leur attente c'est le succès remporté par les gradués de l'Université dans les plus hautes sphères de la vie sur toute l'étendue du Dominion et dans plusieurs Etats de la république voisine."

Le troisième recteur

De la même façon le Rév. J. E. Emery, O.M.I., le recteur suivant, jusqu'à son renvoi en novembre 1905, comme on le verra plus loin, s'est efforcé, malgré l'opposition, d'accomplir "la volonté et la décision" du Pape.

Les obstacles

REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ, Vol. 4, p. 123 à 125.

Un Mémoire

L'histoire de l'Université d'Ottawa depuis le rectorat du Rév. H. Constantineau est l'histoire du triomphe des influences réactionnaires, l'histoire de la francisation du personnel et de l'administration, et la réalisation des soupçons du "Freeman". Le mécontentement devint tel qu'en 1901 des catholiques de langue anglaise influents du diocèse d'Ottawa, des mieux situés pour juger la situation, adressèrent à Rome, au Supérieur Général et au Conseil de l'Ordre des Oblats, une pétition exposant que l'Université d'Ottawa manquait de répondre aux exigences d'une éducation supérieure. Entre autres choses ils disaient :

Une université efficace pour les étudiants de langue anglaise doit nécessairement être sous le contrôle d'une faculté composée de professeurs de langue anglaise et être entourée d'une atmosphère en harmonie avec l'esprit national du pays.

"La faculté presque tout entière de l'Université d'Ottawa n'est pas de langue anglaise."

Se basant sur le calendrier annuel de 1901-1902 les pétitionnaires montraient que dans le Conseil d'Administration composé de sept membres un seul était de langue anglaise et qu'ayant été récemment chargé d'une paroisse, ce membre ne pouvait consacrer que peu ou point de temps aux affaires de l'université ; que sur les sept membres de la faculté de théologie aucun n'était de langue anglaise ; que dans la Faculté de Philosophie, deux seulement étaient de langue anglaise et que tous deux étaient chargés d'un travail paroissial ; que sur les onze membres de la Faculté des Arts que l'on aurait cru naturellement devoir être composée de professeurs de langue anglaise, il n'y en avait que trois de langue anglaise dont l'un chargé d'un travail paroissial ; que sur les

sept maîtres de discipline, des hommes qui, à part le temps des cours, sont constamment avec les élèves, exercent par conséquent une forte influence sur eux et ont beaucoup à faire dans la formation de leur caractère, de leurs sentiments, de leur langue, aucun n'était de langue anglaise ; que sur les vingt-deux membres du sénat, en omettant la Faculté de Droit encore inactive, un seul était de langue anglaise. La pétition alléguait ensuite que, dans les quelques années précédentes, de nouveaux sujets de griefs avaient surgi du fait qu'on avait congédié onze prêtres de langue anglaise, puis concluait que les catholiques de langue anglaise hésitaient avec raison à " considérer l'Université d'Ottawa comme existant spécialement pour eux."

Après avoir montré que non seulement les méthodes d'administration de l'université en éloignent les étudiants, la prive de popularité et de la confiance des gens, et empêchent les dons particuliers dont elle pourrait bénéficier, la pétition continue :

"Son existence même dans son état actuel constitue une double injustice à l'égard du peuple pour qui elle a été créée parce qu'elle ne répond pas aux besoins des catholiques de langue anglaise d'Ontario et qu'elle est un empêchement à ce que la législature accorde des pouvoirs universitaires à toute autre institution que nos nationaux dans leur détresse pourraient désirer établir."

Et plus loin :

On a peine à croire qu'un Ordre aussi répandu, si généralement couronné de succès et si renommé pour son dévouement à sa mission religieuse et éducatrice, ne possède pas dans ses rangs un nombre de sujets de langue anglaise savants et habiles suffisant pour constituer à l'Université d'Ottawa un corps de professeurs aussi admirable et compétent que les catholiques de langue anglaise les plus exigeants pourraient désirer."

L'alternative qui s'offrait, à défaut de remède à la situation, était exposée dans les termes suivants :

"Que la charte civile et religieuse de l'Université soit transportée dans le plus court délai possible à quelque autre établissement catholique qui serait en état de remplir les conditions de la loi civile et ecclésiastique, ou, que les catholiques obtiennent d'envoyer leurs enfants dans les universités laïques afin que se réalise le vœu exprimé par le Père McGuckin savoir "que les catholiques soient au niveau de leur temps et donnent toute leur mesure dans la vie intellectuelle de la nation."

La réponse

Rome enjoignit à l'Administration Générale des Oblats, dont les quartiers généraux étaient alors à Paris, de voir à ce que le cours des études à l'Université d'Ottawa fût conforme aux besoins de la province dans laquelle l'université était située. Mais les autorités placées immédiatement au-dessus du recteur, i.e., le Chancelier et le Provincial de l'Ordre des Oblats dans la province de Québec, sachant qu'ils avaient assez d'influence non seulement pour empêcher qu'on accorde la demande exprimée dans la pétition, mais encore pour empêcher que l'admonition de Rome fût mise à exécution, firent publier en 1901 "l'Annuaire de l'Université d'Ottawa" proclamant l'inauguration d'un cours *français* des Arts parallèle au cours anglais dans le but manifeste de fortifier l'influence française dans l'Université au détriment de l'élément de langue anglaise et contrairement aux admonitions de Rome

Ce cours français des arts était et est alimenté principalement par les élèves d'un Juniorat ou école préparatoire pour les jeunes gens qui se destinent à se faire Oblats, une école où les futurs professeurs de l'Université seront formés et qui, il est inutile de le dire, bien avant l'année que nous mentionnons, était déjà complètement canadienne-française. Il est bon de noter ici que par la combinaison d'un cours français et d'un juniorat français comme contre-mouvement aux admonitions de Rome, la domination française n'était pas seulement consolidée, mais cette combinaison était calculée pour éliminer absolument l'influence anglaise. Lorsque le recteur, le Rév. Dr Emery, suggéra comme contrepois la création d'un Juniorat de langue anglaise cette suggestion fut repoussée avec indignation et traitée de "chimère".

Ces tactiques agressives furent, à la vérité, si ouvertement audacieuses que la destruction de l'université par le feu, le 2 décembre 1903, fut regardée par plusieurs amis de l'éducation comme un événement providentiel devant mettre fin à cette politique et marquer le commencement d'une ère nouvelle.

Peu de temps après la conflagration les membres de langue anglaise du personnel de l'institution, cruellement réduits en nombre, adressèrent à Son Excellence le Délégué Apostolique l'appel suivant :

Un autre appel

REVUE FRANCO-AMÉRICAINNE, Vol. 4, p. 126 à 131.

[Cet "autre appel" terminait le document qui portait les signatures suivantes] :

- 1.—WILLIAM J. KIRWIN, O.M.I., Professeur de latin et de grec., Université d'Ottawa.
- 2.—JAMES P. FALLON, O.M.I., B.A., Sec. de la Faculté des Arts et professeur de latin et d'anglais, Université d'Ottawa.
- 3.—JOHN HENRY SHERRY, O.M.I., Dr Ph., D.D., Professeur d'anglais et de grec, Université d'Ottawa.
- 4.—W. P. O'BOYLE, O.M.I., B.A., D.D., Sec. de l'Université et Professeur d'histoire et de Physique, Université d'Ottawa.
- 5.—THOMAS P. MURPHY, O.M.I., B.A., L. Th., Rédacteur de la "University of Ottawa Review", curé de l'église Saint-Joseph, Université d'Ottawa.
- 6.—E. J. CORNELL, O.M.I., ancien professeur de littérature anglaise.

Le Catholicisme et les Eglises Protestantes

On doit prochainement élever sur une place de Genève un monument à la gloire de Calvin. Ce monument, d'après les devis les plus modestes, coûtera 600,000 francs. Jusqu'ici, rien de curieux. Mais voici qui l'est : à la fin de juillet dernier, tout juste un petit millier de souscripteurs avaient répondu à l'appel que le comité lança par l'univers. On n'a pas encore trouvé la moitié de la somme, et il a fallu décider que les travaux commenceraient tout de même et qu'ils se poursuivraient à mesure que l'argent viendrait.

Voilà qui caractérise à merveille la situation du protestantisme. Ces terribles, ces formidables réformés, qui s'étaient lancés dans l'hérésie avec la certitude de frapper l'Eglise à mort et de conquérir le monde par une vérité nouvelle, ces réformés, au bout de quatre cents ans, ont peine à trouver l'argent qu'il leur faut pour honorer d'une statue le plus fameux de leurs patriarches.

Une chose, une chose évidente nous apparaissait quand nous passions en revue les positions de l'Eglise catholique dans les principaux pays réformés, c'est que toutes les variétés de protestantisme y sont en dégénérescence accélérée, et cela par l'action de causes partout semblables.

Le protestantisme s'est formé de contradictions, et il en meurt. Il a essayé d'être une religion sans être une église, c'est-à-dire, sans avoir un dogme définitif et une hiérarchie, en livrant la foi à l'arbitraire des consciences. Il en est résulté une confusion invraisemblable, un pululement de sectes, où il est terriblement difficile de se reconnaître. L'année dernière, une revue italienne a entrepris de faire un dénombrement de ces sectes sur le seul territoire de l'Angleterre : c'est la tour de Babel. Un demi-million de baptistes, un demi-million de congrégationalistes, des unitariens, des quakers, des presbytériens, des salutistes, des wesleyens, cent autres groupements plus ou moins important, sans compter des variétés de méthodistes aussi nombreuses que celles des tulipes.

On entend dire souvent que cette diversité d'églises prouve la vitalité et la richesse du protestantisme. En réalité, elle n'est qu'un émiettement stérile. On prend l'incohérence et le délire de l'agonie pour l'exubérance de la force. Quand on regarde ces sectes de près, on s'aperçoit qu'elles se partagent entre deux tendances opposées, qui toutes deux ne peuvent être que des causes de ruine. La première porte le protestantisme à une rigueur étroite et mesquine, tels ces fameux quakers qui ont longtemps interdit aux fidèles de leur église la pêche à la ligne et la cigarette. La seconde tendance, qui est la plus forte, et de beaucoup, pousse un grand nombre de sectes à un libéralisme de plus en plus accommodant. J'ai cité, à propos de l'Angleterre, le cas de cet évêque du Natal, Colenso, qui niait la rédemption, et qui fut maintenu à son poste par le Conseil privé. Un autre, Gorham, titulaire du bénéfice de Brompton, niait la régénération par le baptême, et son bénéfice lui resta. Les exemples de ce genre abondent. Il existe même toute une secte, très florissante en Angleterre et aux Etats-Unis, celle des *Unitariens*, qui n'admet pas la divinité de Jésus-Christ ! C'est du christianisme vraiment réduit.

Par ce côté, le protestantisme verse dans ce qu'on appelle le *rationalisme*. Une foule de pasteurs, dans les deux mondes, retranchent de la religion tout ce qui heurte la raison. C'est la grande ambition des protestants, d'effacer les différences et d'atténuer les conflits de la foi et de la pensée libre. Pour cela, rien autre chose à faire que de mettre les dogmes au dernier plan, en accessoires. Un écrivain plutôt sympathique au protestantisme notait ceci, dernièrement, à propos de l'Amérique : "Même les églises les plus rigoureuses ne craignent pas de faire alliance pour des œuvres communes, ou même de faire échange de prédicateurs, passant outre à leurs différences dogmatiques, qui les ont rendues si exclusives en d'autres temps. Visiblement les églises protestantes ont tendance à réduire leur doctrine et leur action, dans la pratique, à la prédication morale et à la conservation d'une certaine tradition chrétienne..." Une certaine tradition chrétienne ! C'est peu, c'est discret ; c'est surtout admirablement approprié à la lâcheté et à l'indécision morale de notre temps, et voilà pourquoi le protestantisme a, en général, toutes les sympathies de certains *intellectuels*.

Par bonheur, d'autres esprits savent comprendre tout ce

qu'il y a de force et aussi de loyauté dans ce que les émancipés appellent, avec dédain, le dogmatisme. En face du protestantisme, c'est toujours par sa vigoureuse organisation que l'Eglise s'est défendue. Le célèbre P. Ecker, dont nous parlions un jour et qui était un protestant d'Amérique, embrassa la religion catholique pour cette raison-là, après avoir étudié à fond toutes les sectes. Il n'y a pas à le contester, la vie est organisée, composée, unifiée, et parce que l'Eglise est unifiée, elle est vivante.

Je signalais, en parlant de l'anglicanisme, que le protestantisme lui-même, paraissait se rendre compte de cela, et qu'il essayait de se constituer suivant un type d'organisation très analogue à celui de l'Eglise. Le fait est partout frappant. En voici un bon exemple. L'importante secte des congrégationnalistes, plus connus sous le nom d'*Indépendants*, et dont le principe essentiel était celui de la liberté individuelle absolue, cette secte elle-même a renoncé, par la force des choses, à son principe, et depuis 1831, elle s'est donné un pouvoir central, l'*Union congrégationnaliste de l'Angleterre et du pays de Galles*, qui a un président, un *Chairman*, autant dire un petit pape.

Jusqu'à nos jours, les protestants ont paru ne pas comprendre un fait capital : c'est que l'organisation d'une l'Eglise est, pour des croyants, la meilleure garantie d'indépendance. L'histoire l'a prouvé maintes fois. Dans tous les pays où la Réforme a ruiné l'autorité du pape, les réformés, du même coup, ont perdu leur autonomie. En abolissant les évêchés, les princes attribuèrent l'autorité spirituelle à des synodes ou consistoires dans lesquels ils avaient soin de se réserver une influence prépondérante. C'est ce qui s'est passé en Angleterre, en Allemagne, en Russie, chez les Serbes, Grecs, Roumains, à Moscou, à Constantinople, partout. Et c'est ce qui explique que, malgré l'apparence, le protestantisme soit essentiellement une religion d'Etat. Ce qui lui manque en organisation, de par sa rupture avec Rome, il est obligé de le demander à l'autorité de l'Etat. Il prétend se poser en religion libre ; en réalité, c'est son instinct de s'asservir, et il a vécu asservi.

Cela est très grave, et très important à considérer. Le XIXe siècle a vu se produire un fait d'une portée incalculable, la séparation des Eglises et de l'Etat, la dissociation du pouvoir religieux et du pouvoir civil. Eh ! bien, ce principe

nouveau condamne le protestantisme à mort. C'est au nom de la liberté qu'il s'est émancipé de Rome, et voilà que cette liberté se retourne aujourd'hui contre lui. En se trouvant obligé d'annuler progressivement, dans la plupart des pays, toutes les dispositions législatives qui le protégeaient et qui asservissaient l'Eglise, il s'est privé fatalement de sa principale force. La doctrine du libre examen a fait, un temps, sa fortune. Cette même doctrine est en train de faire sa ruine. C'est pourquoi nous avons constaté que partout l'abolition des lois oppressives du catholicisme a eu pour effet de déterminer un progrès immédiat de l'Eglise, et un recul correspondant de la Réforme. C'est ce qui s'est passé en Angleterre, en Amérique, en Allemagne. Dans ce dernier pays, par exemple, il faut, pour ne plus faire partie de l'Eglise nationale prussienne, faire une demande spéciale qui coûte 3 marks 80. En 1900, il y eut 2,228 demandes de radiation ; aujourd'hui il y en a plus de 20,000 par an !

Telle est, en gros, la situation présente du protestantisme. Privé de plus en plus de l'appui des gouvernements, livré à ses seuls moyens, il ne trouve plus en lui-même la force de se répandre ou même seulement de se maintenir. Une hérésie, une minorité, n'est vivante qui si elle lutte. Le protestantisme n'est protestant que s'il proteste. Or, il proteste de moins en moins. Il n'y a plus que quelques fanatiques des sectes extrêmes qui restent ouvertement dans une position hostile en face du catholicisme. Le cri de *no popery!* (à bas le papisme !) n'entraîne plus personne, ni dans la vieille Europe, ni en Amérique, ni en Australie, ni ailleurs. Cette énergie militante, agressive, qui tenait le protestantisme debout, l'abandonne. Et d'un autre côté, ce qui lui restait de force s'éparpille en sectes, ou bien tombe et se perd dans les doctrines vagues qui ne sont qu'une irréligion à peine dissimulée. Quand enfin il se trouve des âmes qui répugnent à ces deux choses ; au désordre des sectes ou au rationalisme vide et froid des doctrines libérales—ces âmes n'ont plus qu'un refuge, qui les attend et qui est l'Eglise catholique. Nulle part, comme on l'a vu, cette situation n'est plus nette que dans l'Angleterre contemporaine, mais en tous pays la même dislocation des forces protestantes se produit ; l'agitation et le tumulte des sectes ne doit pas nous faire illusion.

Une prédiction du grand historien Tocqueville est restée célèbre. Après avoir étudié à fond les Etats-Unis, il disait

que la population américaine finirait par abandonner le protestantisme pour devenir partie catholique et partie irréligieuse. Cette prophétie, on peut aujourd'hui, sans crainte, la reprendre et l'élargir. C'est le monde entier qui est appelé à se partager entre ces deux forces opposées, entre la foi et l'incrédulité. Le protestantisme n'est pas autre chose qu'un incident de cette éternelle lutte. L'incident a duré trois ou quatre siècles ; il va finir.

Henri Dartével.

Vers la mer

A Georges Druilhet.

Oh ! partir à cheval au moment où l'aurore
 Qui se lève, là-bas, sur le mont, n'est encore
 Qu'une phosphorescence au bord du ciel d'été !
 On regrette le lit tiède qu'on a quitté
 Dans le baiser rude et salin du vent du large,
 On lance sa monture au grand galop de charge ;
 On s'arrête, on repart, on saute des fossés ;
 Sous les branches on prend des chemins insensés
 D'où l'on sort tout couvert de gouttes de rosée ;
 On a le corps dispos, on a l'âme grisée,
 Ce pendant que, plus franche au seuil du ciel changeant
 L'aube emplit l'horizon d'améthyste et d'argent.
 Mais un coq chante au loin, le hameau se dévoile,
 A l'Orient persiste une éclatante étoile,
 Et l'*Angélus* salue, harmonieux et doux,
 La mystique Stella qui resplendit sur nous...
 Vite, pressons, piquons des deux, lâchons la bride,
 Les arbres sont penchés, le sol devient aride,
 Une rumeur... le vent intrépide est plus frais...
 Le cheval s'inquiète, il sent le gouffre près,
 Puis s'arrête. Et l'on voit, plein d'une joie immense,
 La mer qui monte avec le beau jour qui commence...

ri D'Yvignac.

Pièces à dire

LE COUP DE TAMPON.

Depuis plus de quinze ans, le nommé Marc Lefort
Est mécanicien sur la ligne du Nord.
Naguère bon sujet, adroit, exact, honnête,
Il fut toujours noté pourtant "mauvaise tête";
Car il se nourrissait d'un journal rouge-sang,
Qu'il supposait de très bonne foi, l'innocent!
Mais, l'an dernier, voilà—c'est l'éternelle histoire—
Qu'il devient veuf, s'ennuie, et qu'il se met à boire.
Ah! pas de sermon! l'homme, à ce rude métier,
Ne se contente pas de son demi-setier.
Je voudrais vous y voir! Vivre sur sa machine,
Le visage à la flamme et le froid dans l'échine;
Se faire, par des temps de chien, la nuit, l'hiver,
Secouer les boyaux sur le plancher de fer:
A la longue, cela vous donne une coquine
De soif!... On boit son litre au lieu de sa chopine.
Puis, comme l'ouvrier n'a que de mauvais vin,
Il en arrive à l'eau-de-vie, et c'est la fin.
Te voilà pour toujours ivrogne, mon bonhomme!

Donc, Marc Lefort buvait. Mais il était, en somme,
Un de ces gaillards tels qu'on n'en voit pas beaucoup.
Même lorsque, la veille, il avait bu son coup,
Il arrivait toujours d'aplomb pour le service.
On eût fermé les yeux volontiers sur son vice,
Pas si grave, après tout, et dont le peuple rit;
Mais ses chefs le tenaient pour un mauvais esprit.
"La Compagnie? Encore une sale boutique!"
Disait-il. On savait qu'il parlait politique,
Suivait les clubs, lisait les feuilles, pérorait.
Bref, si l'on n'avait pas gardé quelque intérêt
Pour son passé, sans doute on l'eût mis à la porte.
Tout le malheur, c'était que sa femme fût morte.
Pauvre diable! Jadis, lorsque Marc, s'enflammant,
Rêvait "la Sociale" et le chambardement,

Sa Zoé lui disait gaîment, un peu bourrue :
 "Faudra toujours quelqu'un pour balayer la rue ;
 Et ce ne sera pas Rothschild, va, sois-en sûr !"
 Et lui, calmé, frottant une allumette au mur,
 Répondait en riant :

Ça, c'est vrai, la bourgeoise."

Mâis, lorsqu'il vécut seul et qu'il eut son ardoise
 Au cabaret, le veuf s'aigrit. C'était fatal.
 Le voilà maudissant l'infâme capital
 Et contre les patrons répandant l'invective.
 Oui! pendant qu'il trimait sur sa locomotive,
 Ils ronflaient, les gavés, dans des coupés bien chauds ;
 Et cætera... Parlant dans un club d'*anarchos*
 Il s'y fit applaudir et devint populaire
 Par ses discours chauffés d'ivresse et de colère.
 Enfin, sur un placard insurrectionnel
 Il mit son nom.

Un gros bonnet du "personnel"

Le manda sur-le-champ,—un vieux casse-noisette,
 Poivre et sel, regardant ses ongles, la rosette
 Au revers de l'habit, l'air pincé, très correct.

"Lefort, depuis longtemps, vous nous êtes suspect,
 Lui dit-il; vous avez lassé notre indulgence.
 Vous buvez.

—Mais...

—Suffit! Ayez donc l'obligeance
 De lire ce papier, et dites oui ou non.
 Vous avez signé ça, vraiment?

—Oui de mon nom,

Dit Marc qui redressa la tête.

—C'est stupide,

Mon cher. Tant pis pour vous... Vous menez le rapide
 De Calais, cette nuit, pour la dernière fois.
 Au retour, vous n'aurez qu'à toucher votre mois.
 Vous êtes révoqué... Bonsoir!"

Pour une douche,
 C'en était une. Avec un juron dans la bouche,
 Marc fit claquer la porte et partit furieux.

Il faisait beau. La rue avait un air joyeux.
 D'une école sortait une bande de gosses.
 Les charrettes à bras et leurs humbles négoce
 De verdure et de fruits parfumaient le trottoir ;
 Et des couples, parmi la poudre d'or du soir,
 Passaient, heureux, chacun auprès de sa chacune.

Marc Lefort, remâchant sa bile et sa rancune,
 Errait, les poings serrés d'un geste machinal.
 Renvoyé ! Pour son nom signé dans ce journal !
 Pour ses opinions, mis à pied sans réplique !
 Ça, c'était un peu fort. Voilà leur République
 De vendus, où le peuple est traité comme un chien !...
 Alors on ne pouvait plus être un citoyen,
 Parler tout haut, avoir son avis et le dire ?
 Meurs de faim, ou tais-toi ! C'est pis que sous l'Empire.
 Trop heureux de ne pas attraper de prison.
 Ah ! misère ! Avec leur chimie, ils ont raison,
 Les Russes. Si l'on veut renverser la marmite
 Des bourgeois, il faudra prendre la dynamite
 Et les faire sauter, dût-on sauter avec !...

Puis, dans un café borgne, ayant la gorge à sec,
 Marc s'établit et but, coup sur coup, trois absinthes.

...Cependant, quelque chose est juste au fond des plaintes
 Et des yeux menaçants du pâle faubourien.
 Riches, songez au peuple : il fait tout et n'a rien ;
 —Oui, tout, pour vos besoins, votre luxe et vos vices !—
 O privilégiés, faites des sacrifices ;
 Il en est temps, grand temps ! Mettez, puissants du jour,
 Dans vos lois un peu plus de douceur et d'amour.
 Rendez aux malheureux la haine moins facile.
 Prenez-y garde ! Il est trop de gens sans asile ;
 Il est trop, beaucoup trop, de filles de seize ans
 Qui rôdent, en frôlant du coude les passants ;
 Trop d'enfants vagabonds, l'œil terne et le teint jaune ;
 Trop de vieux artisans condamnés à l'aumône,
 Après trente ans et plus d'enclume ou d'établi.
 Sybarite, ton lit de roses fait un pli,
 Et tu geins. Que d'errants sans un toit pour y vivre !
 Comme c'est cher, le pain à quatre sous la livre !

Réponds, gourmand, toi qui t'es plaint qu'on ne pouvait
 Trouver, l'autre décembre, un melon chez Chevet !
 Vraiment, je vous le dis, jouisseurs, prenez garde !
 L'édifice des lois caduques se lézarde.
 Héritier d'un parent plus ou moins éloigné,
 Dis-moi, ce sac plein d'or, tu ne l'as pas gagné :
 Si nous parlions un peu des droits du légataire?...
 O Pompéiens, mettez l'oreille contre terre.
 Comme elle est chaude, et quels grondements de courroux !
 Des jets empoisonnés s'échappent par les trous.
 Le vieux sol social, de moissons trop avare,
 Est brûlant sous vos pieds comme une solfatare.
 Ne vous endormez pas dans les profonds coussins.
 L'éruption menace, et les temps sont prochains.

Le rapide partait à dix heures cinquante.

Ivre, mais marchant droit, l'allure provocante,
 Marc arrive à la gare. Une dernière fois,
 Il va donc les conduire encore, les bourgeois,
 Les gens du train de luxe, enfin ceux qu'il déteste.
 Il rejoint sa machine, y monte d'un pied leste
 Auprès de son chauffeur enfournant le charbon,
 Dit, comme à l'ordinaire : "Ouvrons l'œil, et le bon !"
 Met son gros paletot, sa casquette fourrée,
 Et s'installe, l'œil clair, la main bien assurée
 Pour le sifflet d'alarme et le régulateur.
 On a bu, mais on est quand même "à la hauteur",
 Pas vrai? Ça le connaît, l'express; et pas de risques
 Qu'il confonde jamais les signaux et les disques.
 On peut voir son livret. Jamais un accident.
 Les rosses de patrons l'ont chassé cependant.
 Canailles!... Il les hait d'une haine mortelle.

Mais le train est formé, la machine s'attelle;
 Et Marc peut voir de loin, là-bas, faisant le beau,
 Parmi les dos courbés et les coups de chapeau,
 Monter dans le sleeping un ministre en voyage.
 Allons! On a fini de charger le bagage.
 "En voiture!" Un dernier voyageur en retard
 Accourt, tout essoufflé, sur le quai de départ
 Où l'électricité met sa froide lumière.

“ Ils vont faire dodo, les richards de “première”,
—Songe, avec un mauvais regard, le forcené.—
Si le rapide était quelque peu tamponné,
Ça les réveillerait, ces messieurs de la “haute” ;
Mais, je t’en moque ! aucun danger que le train saute.
Ils sont bien trop veinards . . . Pourtant, si l’on voulait . . . ”

Mais voici qu’a vibré l’aigre coup de sifflet.
En route ! L’express noir aux ferrailles sonnantes,
Avec de grands fracas sur les plaques tournantes
Et des coups lourds pareils à ceux d’un balancier,
S’est ému sous l’effort des deux bielles d’acier.
Très lentement d’abord, puis plus vite, plus vite,
Plus vite encore, il court, il va, se précipite,
Et, râlant et fumant, dévore le terrain.
Le rythme s’est triplé de son galop d’airain.
Des longs trains endormis où de grands bœufs mugissent
Sont dépassés. Des murs disparaissent et glissent ;
Puis un désert de rails, plein de fanaux épars ;
Un tunnel ; le profile sévère des ramparts ;
Puis les sombres tuyaux de l’extrême banlieue.
Enfin, à travers champs, dans la nuit pure et bleue,
La machine se rue aux horizons nouveaux.
Son énorme lanterne éclaire les pavots
Poussés dans le balast, parmi la pierre brune ;
Et dans le ciel la face humaine de la lune,
Ronde et blafarde, avec des regards singuliers,
Bondit éperdument sur les hauts peupliers.

Bien qu’en fureur et bien qu’ayant bu plus d’un verre,

Le mécanicien est tout à son affaire.
—Vieux monde sans espoir, injuste et compliqué,
C’est ainsi que tu vas ; et l’homme fatigué
Remplit sa fonction d’instinct, par habitude !—
Le rapide, à travers la claire solitude,
Vertigineusement roule, galope et fuit.
Il vomit de la flamme, et l’insecte de nuit
Dans le sillage ardent vient brûler son élytre.
Marc Lefort attentif, calme, l’œil à la vitre,
Touchant les cuivres chauds avec tranquillité,
Semble un héros vainqueur sur un monstre dompté.

Mais voici la lueur d'une gare importante ;
 Et Marc voit devant lui, sous la lune éclatante,
 Tout un réseau confus de rails s'entre-croiser.
 Place ! il n'a qu'à siffler au disque et qu'à passer
 On doit faire partout libre voie au rapide.

Mais tout à coup, il a frémi, Marc l'intrépide !
 Son cœur se crispe ; il sent un frisson le saisir ?
 Là ! devant lui... Cet œil de feu qu'il voit grossir,
 Grossir !... et ce tuyau qui grandit et se montre !...
 Tonnerre ! C'est un train qui vient à sa rencontre !...
 Le chauffeur, dont les yeux soudain deviennent fous,
 Se jette dans le vide en criant : "Sauvons-nous !"
 —Et le choc aura lieu dans quatre ou cinq secondes...

Le hasard t'interroge ; il faut que tu répondes,
 Marc Lefort ! Les patrons, les exploités,—ces gueux !—
 Voilà l'occasion de sauter avec eux !
 Tu voulais bien, tantôt ? Satisfais ton envie.
 Bien plus, tu peux sans doute encor sauver ta vie.
 N'es-tu pas leste ? Fais comme ton compagnon.
 Tu ne vas pas rester solide au poste ? Non.
 Discipline, devoir, honneur ? C'est de la phrase.
 Tu les hais, ces bourgeois. Que le train les écrase !
 Mais toi, défends ta peau !... Vite !... La mort accourt !
 C'est bien court, quatre ou cinq secondes, c'est bien court !
 Mais pendant cet instant,—cet éclair !—la pensée
 De Marc par ce désir affreux fut traversée.

Oh ! quel choc ! Les wagons heurtés violemment
 Font entendre un sinistre et profond craquement.
 Les deux machines ont une lutte effrayante ;
 Et crachant la vapeur, la flamme et l'eau bouillante,
 Par leurs flancs où rugit un monstrueux travail,
 Les deux dragons de fer se mordent au poitrail.

Comme toujours, dans ces terribles aventures,
 Les voyageurs se sont jetés hors des voitures
 Et courent en poussant des hurlements d'effroi.
 Mais la gare est très proche et se met en émoi.
 Par ici !... Du secours !... Enfin, de la lumière !...
 Chacun se calme un peu de sa frayeur première.

On s'empresse aux wagons ! Ah ! fort heureusement,
Plus de peur que de mal, deux blessés seulement.
Aucun mort. Si, pourtant. Un seul,—c'est pitoyable !—
Le mécanicien de l'express, pauvre diable,
Qu'on trouve, brûlé vif, horrible, agonisant,
Sur les débris de sa machine, dans son sang !
Comme a fait son chauffeur, il pouvait fuir en lâche.
Non ! martyr du devoir, victime de sa tâche,
Jusqu'au dernier moment,—sûr de mourir, sans peur,—
Il a serré le frein, arrêté la vapeur ;
Et sans lui, l'accident serait cent fois plus grave.
Certes, autour du mort, on dit : "C'était un brave !"
Mais elle est brève, hélas ! la pitié des heureux.
Vite, on jette un manteau sur ce cadavre affreux
Dont l'aspect épouvante et dégoûte les dames
Et nul ne peut savoir que le pire des drames
S'est passé dans cet homme avant qu'il expirât,
Que ce héros fut près d'agir en scélérat,
Qu'un instinct généreux triompha de sa haine,
Que son âme vainquit en lui la bête humaine,
Et qu'entre deux partis à prendre ayant le choix,
Marc l'anarchiste est mort pour sauver les bourgeois !

François Coppée.

CHOSSES PRATIQUES

Examinez la date inscrite sur la bande de la REVUE. Si elle n'est pas le 30 AVRIL 1911, c'est que votre abonnement n'est pas payé. Vous nous rendrez service en nous envoyant sans délai tout montant dû.—L'ADMINISTRATION.

Pages oubliées

Les étrennes ! Problème éternel qui se pose depuis que l'humanité existe ! Il a, de tous temps, excité la verve des humoristes. M. Georges Courteline en a tiré le sujet d'une piécette de circonstance que nos abonnés liront avec joie. La gaieté en est très gauloise—ne tremblez pas—mais si franche !

LE DROIT AUX ETRENNES

(COMÉDIE DE SAISON EN UN ACTE)

Le théâtre représente un petit salon bourgeois.

LANDHOUILLE, *assis à son bureau et faisant, la plume aux doigts, l'inventaire de son jour de l'an :*

Revisons ce compte une dernière fois.

Il lève son petit papier à la hauteur de ses yeux, et déclame solennellement :

RÉCAPITULATION

DES ÉTRENNES QUE J'AI REÇUES

ET DES

ÉTRENNES QUE J'AI DONNÉES

ÉTRENNES REÇUES :

Zéro. Bon. Aucune erreur sur ce point. Passons au chapitre suivant.

ÉTRENNES DONNÉES :

Ça, c'est une autre histoire.

Il lit :

A ma femme... : une descente de lit ;
A ma belle-mère... : une chaufferette ;
A ma petite fille... : un ménage ;
A mon petit garçon... : un sabre ;
A mon concierge... : vingt francs.

Vingt francs !... En voilà de l'argent que je regrette !...
Ponchon a rudement raison ! Comme il dit, je ne sais plus
dans quoi :

Encore un an qui s'amène ;
Un autre qui s'tir' des pieds.
Moi qui ne r'çois pas d'étrennes ,
Faut qu'j'en fiche à mon portier.

Haussement d'épaules mélancolique.

Où en étais-je ?

Il se replonge dans ses comptes.

A mon cousin Lenflé... : une pipe ;
A ma cousine Lenflé... : une bourse ;
Au petit Lenflé... : une trompette...

Ces Lenflé me mettent sur la paille... Heureusement, la
trompette du petit crie comme un cochon qu'on égorge. Les
parents auront de l'agrément ; c'est toujours ça de rattrapé.

Il poursuit :

A mon beau-frère... : mon portrait.
Très bien.
A ma tante... : un abat-jour ;
A Mme Grignottais... : un sac de fondants ;
A Mme Leron du Cé... : idem ;
A la veuve Plumeau... : idem ;
A Mme Méneux... : une botte de mouron...

Se reprenant :

...Une boîte de marrons, pardon.

A ces mufles de Dupont... : un pétunia ;
A Mme Vofroy... : des crottes de chocolat ;
A M. Ledoux... : mon portrait.

Très bien.

A la bonne des Lenflé...

Encore? Ça devient de l'extravagance. Ce n'est pas une trompette que j'aurais dû donner au petit : c'est un canon.

A la bonne des Lenflé... : cent sous ;
 A mon filleul... : ma vieille montre ;
 Au petit Roussi... : une construction ;
 Au gosse des Leroy... : des compas ;
 A ma tante Héléne... : un huilier ;
 A mon oncle Henri... : mon portrait.

Très bien.

A ma bonne... : dix francs ;
 Au garçon charbonnier... : un franc ;
 Au facteur des postes... : quarante sous ;
 Au petit télégraphiste... : vingt sous ;
 Aux vidangeurs... : cinquante centimes.

Si j'avais su, je leur aurais donné mon portrait, aux vidangeurs. Les bonnes idées viennent toujours trop tard. Voyons, est-ce bien tout?

Il rêve.

C'est bien tout. C'est plus que suffisant, du reste ; l'année a été si brillante ! Plus de trente mille balles que j'ai laissées dans l'affaire des mines d'or, par la faute de cette canaille de coulissier?... Que je le rechoppe, le coulissier ; non, mais que je le repince, pour voir ; je lui payerai un dividende qui ne lui coûtera pas cher d'impôt. Chameau, va !

On sonne.

Une visite?

Il va ouvrir et se trouve nez à nez avec un soldat de la ligne.

Vous désirez, mon ami?

LE SOLDAT, *lui tendant la main.*

Voici ma main : elle est par la hâte tannée.
 Agréez mes souhaits pour la nouvelle année.
 Je suis soldat, monsieur, et, sauf votre respect,
 J'ai nom Léonidas-Polycarpe Lepect,
 Caserné, bâtiment H, à la Pépinière.

Muette interrogation de Landhouille qui ne comprend pas.

LE SOLDAT, *souriant.*

Je suis le bon ami de votre cuisinière,
C'est moi qui l'aide à laisser brûler le rôti,
En lui parlant d'amour quand vous êtes sorti.
J'ajoute que je suis apte à vider les litres,
Que je sais prolonger les fêlures des vitres,
Et sur l'or des parquets nouvellement frottés,
Faire grincer les clous de mes souliers crottés.
De mes talents, tel est l'énuméré rapide.
Bref, sûr de moi, certain d'avoir été stupide
Avec ampleur et fourbe avec tranquillité,
J'ai pensé qu'un élan de générosité
Vous pousserait... Enfin... Nonobstant...

Il n'achève pas ; il s'en remet à la discrétion embarrassée de son sourire du soin de compléter sa pensée.

LANDHOUILLE, *qui a enfin compris*

Et si je vous envoyais ma botte dans le derrière? Hein,
si je vous l'envoyais, ma botte?

Un temps.

Enfin!... (*Il fouille à ses goussets*). Voilà vingt sous.
Et puis, revenez-y! Vous verrez comme vous serez reçu.

Le soldat se confond en salutations et sort.

LANDHOUILLE, *seul.*

J'ai vu des gens avoir du culot, mais pas dans ces proportions-là. (*Il va à sa table et s'y installe*). Voyons, nous disons... nous disons...

Il écrit :

Au soldat de Célestine...

Coup de sonnette.

Qui est-ce qui vient encore me raser ?

Il va ouvrir. Apparition d'un cocher de l'Urbaine.—Ce vieillard congestionné est vêtu d'un manteau à quadruple pèlerine. D'une main, il tient son fouet ; de l'autre, son chapeau blanc.

LE COCHER

Homme qui survenez et m'écoutez ici,
J'entre, je vous salue et je vous dis ceci :
Recevez tous mes vœux pour la nouvelle année
Et touchez là ; voici ma main parcheminée.

Vif étonnement de Landhouille, qui garde sa main dans sa poche.

LE COCHER, *douloureux*

Eh quoi ! Vous dérober à mon embrassement ?
Une telle froideur me pèse énormément.

D'une voix éclatante.

Rappelez-vous !

Landhouille rassemble ses souvenirs, et ne se rappelle rien du tout.

Je suis Luc, cocher de l'Urbaine !

Mutisme prolongé de Landhouille qui se rappelle de moins en moins.

LE COCHER, *avec une amabilité souriante.*

C'est moi qui, l'autre jour, eus cette bonne aubaine
De vous catastropher dans une flaque d'eau,
En doublant le tournant du cirque Fernando.
Je fendais l'air. D'une allure non moins pressée,
Vous allâtes baiser le sol de la chaussée,
Lequel porta, dès lors, de gueule sur fond blanc.
Quand on vous releva, vous étiez ruisselant
Comme une éponge, et maculé comme un grimoire.

L'œil au ciel :

Combien ce temps encor est cher à ma mémoire !

Changeant de ton :

J'abrège et cours au fait. L'an neuf étant venu,
J'ai cru pouvoir, selon l'usage bien connu,
Venir me rappeler à vous...

LANDHOUILLE

Ton impudence,
Téméraire vieillard, aura sa récompense !

Il lui donne vingt sous.

LE COCHER, *la main sur son cœur,*

Dieu, qui du haut des cieux...

LANDHOUILLE

Serviteur, mon ami. Bonjour !

Le cocher sort.

LANDHOUILLE, *seul.*

Encore un qui a une santé!... Ah! si on n'avait pas si
peur de passer pour un teigneux!

Assis à sa table :

Inscrivons.

Il écrit :

Au soldat de Célestine... : un franc.

Au cocher qui m'a écrasé... : un franc.

Coup de sonnette.

Décidément, c'est une procession.

*Il va ouvrir, et il se trouve en présence d'un monsieur comme
vous et moi, qui le salue jusqu'à terre.*

LANDHOUILLE, *qui a rendu le salut.*

A qui ai-je l'honneur?...

LE MONSIEUR, *annonçant :*

LE CROTTIN ET LA ROSE

FABLE

Un crottin auprès d'une rose avait poussé.
 "Oh! fleur, ne crains-tu pas, dit ce jeune insensé,
 "Que ma présence t'obscurcisse?
 "Gras à souhait, rond comme un œuf,
 "Rayonnant d'or comme un louis neuf,
 "Je suis aussi beau que Narcisse.
 "Auprès de moi, vraiment, fille aux pâles couleurs,
 "Jupiter t'a bien mal lotie."
 Mais la rose, avec modestie :
 "Je suis reine, dit-elle, au royaume des fleurs,
 "Et mes couleurs, de candeurs virginales,
 "Font l'orgueil du jardin, la gloire du salon!"
 "—Et moi, je fais l'orgueil des routes nationales!"
 Repartit l'autre avec aplomb.
 "La vanité t'égare, ma commère.
 "Je descends du noble étalon,
 "L'auguste jument est ma mère!...
 "Baisse le ton, de grâce, et prends-le de moins haut.
 "A mes sages conseils, cesse d'être rebelle ;
 "Convien's que je suis beau, bien mieux que tu n'es belle.
 "Et qu'en tout cas, je suis beaucoup plus comme il faut."
 A peine avait-il dit que toute une nichée
 De moineaux franc, peuple avide et mutin,
 Surgit à l'horizon lointain.
 La question fut tôt tranchée.
 En vain : Grâce! pitié!" supplia le crottin,
 La gent ailée en fit une bouchée.

MORALE

Tel vantard qui n'est qu'un oison
 De son nom croit emplir l'espace ;
 Il suffit d'un oiseau qui passe,
 Pour le remettre à la raison.

LANDHOUILLE

Voilà une jolie fable.

LE MONSIEUR

N'est-ce pas?

LANDHOUILLE

Oui, et ce qui me plaît surtout en elle, c'est la morale qui s'en dégage. Un seul mot. A propos de quoi venez-vous me réciter ça?

LE MONSIEUR, *avec une douceur charmante*

C'est moi qui, il y a trois mois, me suis assis sur votre chapeau, dans le tramway de la porte Rapp.

LANDHOUILLE

Ah ! parfaitement ! Et alors ?

LE MONSIEUR

Alors, ma foi, j'ai cru pouvoir me permettre... à l'occasion du Nouvel an... Remarquez que je n'exige rien ! Je me borne à faire valoir... Enfin, monsieur, je m'en remets à votre générosité. Si je suis indiscret...

LANDHOUILLE, *hors de lui :*

Comment donc ! Au contraire, monsieur, au contraire ! et je vais, à l'instant même... (*On sonne*). Encore ! Veuillez vous asseoir, monsieur, je suis à vous dans une minute.

Il va ouvrir pour la quatrième fois. Apparition d'un monsieur très chic, qu'enveloppe une pelisse de fourrure.

LANDHOUILLE

Je ne vous demande pas ce qui me procure l'avantage de votre visite. Vous venez sans doute chercher vos étrennes ?

LE MONSIEUR

Oui, monsieur.

LANDHOUILLE

J'en étais sûr. A quel titre?

LE MONSIEUR

Vous ne me remettez pas?

LANDHOUILLE

Mon Dieu ! non.

LE MONSIEUR, *tendant la main*

Je suis Lévy, le coulissier. C'est moi qui vous ai conseillé de vendre tout ce que vous aviez pour acheter des mines d'or...

Georges Courteline.

ILE A VENDRE

SITUÉE A ENVIRON 60 milles de Québec, dans le fleuve Saint-Laurent, qui a près de 15 milles de large à cet endroit. Facilement accessible toute l'année.

La superficie de l'île est d'environ 4,000 arpents, partie en bois et partie en terres. Foin de grève de première qualité et en abondance.

Endroit particulièrement propice à l'élevage des chevaux, des bêtes à cornes et des moutons.

Conviendrait parfaitement à un agriculteur, A UNE SOCIÉTÉ D'AGRICULTEURS ou encore à un ORDRE RELIGIEUX S'OCCUPANT DE CULTURE.

Excellent endroit de chasse. Les oiseaux sauvages y abondent ; les bancs de poissons : sardines, harengs, aloses, anguilles, passent sur les batitures de l'île où l'on pourrait établir des PÊCHES DE RAPPORT.

L'île contient un hâvre qui peut abriter les navires contre tous les temps
Prix à débattre.

S'adresser à J. A. LEFEBVRE,
4, case postale, Québec.

Questions actuelles—Une nouvelle forme de l'impérialisme

II

Nous apportons dans nos luttes autre chose que des rancunes et des préjugés. Et si nous sommes les porte-voix des morts, comme le dit admirablement M. Anatole Leroy Beaulieu, nous sommes surtout les continuateurs de l'œuvre des ancêtres. C'est par la longue chaîne des traditions et des coutumes, que se manifeste toute vie nationale (1), bien plus, que se traduit l'idéal particulier qui donne à chaque race sa place marquée dans l'ensemble des progrès du monde. Personne n'a jamais conçu pour l'humanité, une civilisation faisant table rase des nationalités, et la seule puissance au monde qui aurait pu tenter cette tâche, l'Eglise, n'y a pas même songé. Ou l'a vue tout au contraire, honorer de la pourpre romaine des prélats qui confessèrent dans les cachots allemands de Pologne leur foi nationale en même temps que leur foi catholique. Mais dans chacun de ces cas il ne s'agissait pas de luttes entre catholiques, mais de chefs d'Etat visant à ruiner l'influence de l'Eglise dans l'âme de peuples infortunés placés sous leur garde par la conquête, et souvent pendant que ces tyrans nouveau genre préparaient secrètement leur voyage à Canosse.

Pour nous, Canadiens-Français, il ne faut pas se lasser de le répéter, la lutte prend les allures d'une guerre fratricide, menée qu'elle est par un élément qu'une communauté de croyance nous a fait accueillir il y a soixante ans comme des frères. Assurément ce serait peu de chose que cette lutte sournoise poursuivie contre notre race si nous pouvions nous contenter d'y voir une question de tempérament. Forts de notre droit, fortifiés aussi par un long passé de dévouement et de loyauté, nous pourrions compter sur le triomphe de notre paix religieuse comme nous avons assisté au triomphe de notre liberté politique. Mais il y a plus, et c'est par

(1) Des peuples sont tombés des plus hauts sommets de la civilisation à la ruine et à la servitude pour s'être abandonnés pendant deux générations. (Montesquieu.)

bonheur ce que beaucoup des nôtres commencent à voir. Il y a que la question de langue est habilement exploitée contre nous par des malheureux qui, instruments d'une politique d'assimilation intense, croient se grandir en affichant comme un mérite ce qui, chez eux, dans leur propre patrie, est considéré, peut-être un peu tard, comme une apostasie nationale. Et ce n'est pas quand l'univers entier se prépare à applaudir le triomphe du *home rule* pour l'Irlande, qu'il applaudit déjà la résurrection, après plusieurs siècles d'abandon, de la langue gaélique, que nous devrions souffrir dans notre pays les empiètements d'une hiérarchie qui mesure son ambition sur la stérilité de ses œuvres. Que si l'on était tenté de prendre nos revendications pour une campagne anti-irlandaise, nous rappellerons que les sujets débattus ont une bien autre importance, que nos protestations rencontrent chez les irlandais éclairés et patriotes d'indiscutables approbations (1). A preuve cette déclaration du vénérable archevêque d'Halifax, Mgr McCarthy, " que les Canadiens-Français et les Acadiens ne conserveraient leur foi qu'à la condition de conserver leur langue, comme le prouvent, ajoutait-il, les nombreuses défections aux Etats-Unis. "

Mais ce qui rend notre situation plus précaire, ce qui donne à nos discussions plus d'acrimonie c'est qu'à notre question religieuse sont venues s'ajouter certaines préoccupations politiques germées dans quelques cercles chauvins de la métropole et apportées sur nos rives par une couple de vice-rois désœuvrés et politiciens. Nous l'avons indiqué dans notre dernier article et de façon, croyons-nous, à ne laisser prise à aucune équivoque. Pourtant nous sommes encore loin d'avoir épuisé tous les arguments, toutes les preuves qui viennent à l'appui de cette thèse.

Du reste, on admettra bien que des événements comme ceux qui viennent de se produire chez nous, que des dénis de justice comme ceux qui viennent de créer une si profonde émotion dans nos cercles religieux, que des attitudes aussi brutalement, aussi cyniquement audacieuses que celles de l'évêque Fallon, ne pouvaient pas être l'effet d'une éclosion spontanée d'idées

(1) Aussi avec quels applaudissements chaleureux et reconnaissants fut accueillie dans la Nouvelle-Angleterre, au milieu d'une grande manifestation nationale, [Waterville, Maine, 24 juin 1907] cette déclaration d'un politique irlando-canadien : " Ceux qui vous persécutent à cause de votre langue ne sont pas irlandais, ou ce sont de mauvais irlandais ! "

Le mot était fort heureux et il fit fortune. Seulement nous ne l'avons entendu que cette fois-là.

nouvelles et que pour se produire, avec la force qu'on leur reconnaît, il a fallu de longue date, et avec un soin infini, leur préparer les voies.

Aussi est-il remarquable que la frénésie apostolique dont se sentent aujourd'hui transportés nos coreligionnaires de langue anglaise correspond exactement à l'éclosion couvée depuis au moins une dizaine d'années d'un impérialisme militaire que nos chefs politiques avaient l'air de n'accepter qu'à reculons. Notre gouverneur-général a vite compris que pour rallier le peuple Canadien à ses projets de fusion impériale, toutes les influences ne seraient pas de trop. C'est ainsi qu'avec l'immense conspiration de presse organisée en faveur d'une marine canadienne, il s'est appliqué à développer dans tout le pays un sentiment anglo-saxon chauffé à blanc et pour lequel il a pu trouver, dans des milieux que leur nature même plaçait au-dessus de nos questions politiques, les plus fortes et les plus étonnantes adhésions. Après tout, on peut bien supposer que la préférence marquée de notre ancien Délégué Apostolique pour les Irlandais et tout ce qui tient à la langue anglaise tenait moins à un désir de favoriser les fils d'Erin que de répondre à ce qu'il croyait être un vœu de la métropole. Il y avait aussi la condition particulière où nous vivons—3,000,000 de Français perdus sur un territoire immense dans une active majorité anglo-saxonne—qui a pu faire croire à quelques esprits, peu versés dans notre histoire et encore moins au fait de ce "miracle Canadien" dont a parlé M. Barrès, que le survivance du français en Amérique du Nord était une utopie splendide en faveur de laquelle ne comptaient même pas trois cents ans de vie intense et féconde. C'est une tournure d'esprit particulière à notre époque, pour ne pas dire à notre église américaine, que cette façon de trancher d'un mot, d'une hypothèse, les problèmes les plus graves et de vouloir, à chaque quart de siècle, commencer l'histoire nouvelle de peuples nouveaux, de conclure à la déchéance fatale de certaines races, d'escompter à l'avance la mort des petits peuples, de convoiter le fruit de leur labeur, de subordonner l'intérêt des âmes à certains intérêts pécuniaires d'une métropole chargée des dépouilles de l'univers.

Aussi ne doit-on pas s'étonner outre mesure si nous repoussons toutes ces nouveautés et si, au besoin, nous élevons la voix pour rappeler au sens de leur devoir les diplomates qui s'arrogent le droit de jouer nos destinées comme on joue une partie d'échecs, ou les protecteurs mal avisés qui signent notre arrêt

de mort du même cœur léger qu'ils déchireraient un concordat onéreux. A tout prendre, il est bien sûr que cette politique renferme beaucoup plus d'opportuniste qu'autre chose. Les rôles seraient changés, les chiffres de notre population seraient le contraire de ce qu'ils sont, que nous pourrions, en employant les mêmes procédés, obtenir des arrêts favorables. Dans tous les cas, acceptant les faits comme ils sont, nous nous opposons à ce que le sort des catholiques français soit tranché d'une façon aussi arbitraire dans les salons des Chevaliers de Colomb d'Ottawa, devenus pour la circonstance une annexe de Rideau Hall. D'autre part, l'Eglise ne gagnerait rien à ce mariage mixte que Mgr Sbarette a voulu lui faire contracter avec l'irlando-saxonisme assimilateur.

D'ailleurs, d'où viendrait ce sentiment profondément anglicisateur qui, à Rome même, semble imprimer sa marque sur tant de décisions qui nous concernent? C'est que les influences amenées chez nous sous le couvert d'un pacifisme impartial ont cru voir dans une foule de nos questions nationales, si mal réglées, ce courant d'opinion que les diplomates, surtout les faibles, ne manquent pas de suivre, soit pour flatter le pouvoir, soit pour donner à leur mission une apparence de succès. Et quand on songe au régime de plus en plus autocratique qui nous régit, à la politique d'empiètement qui, d'abus en abus, compromet l'autonomie elle-même de notre pays, on n'a plus le droit de s'étonner de la hardiesse de nos impérialistes et de nos assimilateurs. Et de toutes les choses qui ont encouragé tant d'entreprises lancées pour notre perte, il n'en est pas de plus puissantes que notre complicité silencieuse en face de griefs criants, que notre disposition à accepter la doctrine d'abdication et de reniement prêchée par la foule de nos politiciens arrivistes et créchards.

Nous voulions la paix. On nous l'avait promise, prêchée aux quatre coins du pays. Quest-ce qu'on nous a donné? Une paix menteuse que nous avons dépensée béatement dans la contemplation d'une gloire politique frappée de stérilité chaque fois qu'il s'est agi de sauvegarder des droits imprescriptibles et de faire respecter les traités.

L'harmonie des races! Voilà, certes, une belle devise qui devait nous mener loin. C'est pour l'avoir mal appliquée, c'est pour en avoir méconnu le sens véritable, qu'après avoir tout sacrifié pour elle, nous trouvons que loin d'avoir amélioré notre situation économique elle l'a diminuée, et qu'elle

a, par dessus le marché, jeté dans notre vie religieuse des sujets de malaise inconnus jusqu'ici. L'harmonie des races en ce pays, on doit le comprendre, ne repose pas sur autre chose que sur des droits égaux reconnus et respectés par tous. Et les premiers à le comprendre, et à le rappeler quand c'est nécessaire, ce sont exactement ceux que leur état de minorité conquise laisse en butte à des vexations et à des tracasseries incessantes.

“Il y a des époques, dit Tocqueville, (1) où les changements qui s'opèrent dans la constitution politique et l'état social des peuples sont si lents, si insensibles, que les hommes pensent être arrivés à un état final; l'esprit humain se croit alors fermement assis sur certaines bases et ne porte pas ses regards au delà d'un certain horizon. C'est le temps des intrigues et des petits partis.”

Ces paroles résument admirablement notre histoire des vingt-cinq dernières années. Nous avons les intrigues, nous avons les petits partis. A ce point qu'en faisant le compte de nos dernières défaites nous osons à peine en rechercher les causes par crainte de ne pas trouver autre chose que des traîtres ou des dupes. Mais aussi avec quels ménagements, avec quelle douce et lente progression, ne nous a-t-on pas amenés petit à petit dans le cercle où l'on prétend nous étendre et forcer la réalisation des sottes prédictions répétées par les prophètes assimilateurs.

“Dans vingt-cinq ans, on ne parlera plus français dans la Nouvelle-Angleterre! La langue française est destinée à disparaître au Canada.” Deux affirmations, surtout la dernière, qui ne sont pas tombées de lèvres de paysans, et qui ont même obtenu dans certains milieux romains, jusque dans les bureaux du Cardinal Mery del Val, la faveur que nombre de pétitions à l'encontre n'ont pas reçue. (1) Et qui, plus que nous, a le droit de dire si le français doit disparaître ou ne pas disparaître de l'Amérique du Nord? La réponse que nous ne cessons de donner, depuis la conquête et depuis les premiers jours de l'émigration des nôtres en dehors de la province de Québec, est assez éloquente pour qu'on

(1) *De la démocratie en Amérique.*

(1) C'est même à ce propos que le Cardinal Mery del Val disait il n'y a pas un an à un pèlerin canadien: “Vous autres Canadiens-Français, vous faites passer la langue avant la foi!” Nous prétendons, et l'histoire est avec nous sur ce point, que l'une est la sauvegarde de l'autre. Du reste, depuis quand avons-nous à choisir entre l'une ou l'autre?—J. L.-K. L.

s'y arrête. Jamais le français n'a été plus parlé, ni mieux parlé, en Amérique que de notre temps. Jamais aussi et nulle part, Dieu merci, l'Eglise n'a trouvé des serviteurs plus fidèles et plus dévoués que dans notre peuple. Voilà un fait qu'on ne peut nier et dont il faudra bien un jour ou l'autre tenir compte.

Bazac fait dire quelque part à son *Curé de campagne* :

“Ce que l'Angleterre a obtenu par le développement de l'orgueil et de l'intérêt humain, qui sont sa croyance, ne peut s'obtenir ici (chez des Français) que par les sentiments dus au catholicisme.”

Voilà bien cette différence de tempérament invoquée par les auteurs du *Searchlight* (1) par chasser tout enseignement français de l'Université d'Ottawa. Mais cette raison vaut également pour nous, et elle démontre plus que toute autre chose combien sont imprudents ceux qui croient fortifier l'Empire et seconder les œuvres de l'Eglise en détruisant ce qui assure chez nous la force de l'un et l'influence de l'autre.

A l'occasion des fêtes du IIIème Centenaire de Québec, Mgr Sbaretta, alors Délégué Apostolique au Canada, a jugé bon de nous donner une leçon d'histoire et un conseil de reconnaissance envers la métropole :

“Les événements que ces champs de bataille (2) rappellent écrivait-il à Lord Grey ont pour nous, catholiques, un sens profond et plus important encore. Dans les sages desseins de la divine Providence, ils étaient destinés à préparer la protection de notre Eglise contre la persécution et la tyrannie d'opresseurs anciens et nouveaux et pour le maintien de ses droits sacrés à l'ombre bienfaisante du drapeau anglais. La hiérarchie canadienne et la population catholique ont, dans plusieurs occasions solennelles et d'une manière qui ne prête pas à l'équivoque, par la parole et par les actes, montré combien c'était de cette façon qu'ils appréciaient cette reconnaissance et cette garantie de leurs droits. Le Parc National rappellera à perpétuité aux générations futures la dette de gratitude et d'hommages qu'elles ont envers la Couronne Britannique.”

Il disait dans un paragraphe précédent :

“Le Parc que Votre Excellence désire, enseignera par sa beauté et la signification qui s'y rattache, aux Canadiens de toutes races et de toutes nationalités, qu'ils ont des droits et des devoirs égaux ; qu'ils

(1) Nous en donnons une traduction complète dans le présent numéro.

(2) Il s'agit du projet de convertir les champs de bataille de Ste-Foye et des Plaines d'Abraham, à Québec, en un parc national, projet en voie de réalisation.

doivent naturellement respecter ces droits, et qu'ils doivent travailler en harmonie, côte à côte, pour le bien-être et la grandeur de leur commune patrie."

Toujours cette préoccupation des races, ce souci d'une entente qui pourtant ne date pas d'hier et n'a pas attendu l'arrivée de Mgr Sbaretti ou même de Lord Grey pour se produire. Mais cette lettre, devant le silence significatif de tout notre épiscopat, devant surtout la réserve de la majorité des catholiques du pays pour le chauvinisme indiscret de notre vice-roi, posait un principe dangereux. Pour la première fois, un Délégué papal s'avisait au Canada de pousser les catholiques dans une randonnée politique dont on ne pouvait même pas prévoir l'issue. Une seule chose était apparente : le caractère essentiellement anglais que l'ingérence vice royale donnait à deux manifestations qui ne pouvaient avoir de sens sans être l'apothéose de la civilisation française en Amérique. Mais la lettre du Délégué était plus qu'une approbation. Elle marquait une tendance, et entre gens qui se comprennent, il n'en fallait pas d'avantage. L'Ange de la paix était déjà l'ange de l'assimilation.

Lord Grey le comprit très bien, et en homme qui sait prendre du galon il ne tarda à poursuivre une victoire si facilement gagnée. Les fêtes du troisième Centenaire eurent lieu. Nous y fûmes roulés. Car, il ne faut pas tenir comme un signe de prépondérance le privilège chèrement acheté de rédiger les dialogues des spectacles historiques et la liberté pour nos jeunes de chanter des airs français devant le monument Champlain.

On alla même jusqu'à suggérer à quelques supérieurs de nos collègues "qu'ils devaient à l'avenir donner la première place à l'anglais dans leurs institutions et mettre peu à peu le français de côté afin d'accomplir l'unité nationale." Mais passons.

Ce que les faits montrent, c'est l'effort constant qui est fait en haut lieu pour associer notre clergé à des mouvements politiques, inoffensifs en apparence, mais ayant quelquefois une portée que personne ne leur soupçonnait. On comprend aujourd'hui que les fêtes du troisième centenaire de Québec cachaient, sous une manifestation sentimentale, le projet néfaste qui, un an plus tard, devait nous amener à accepter notre part des guerres justes ou injustes de l'empire. Il n'y eut pas cette fois de lettre du Délégué Apostolique. Mais si on n'a pas obtenu l'adhésion

de notre clergé à ce que nous appellerons la forme virulente de notre impérialisme représentée par la création d'une marine de guerre, ce n'est point parce qu'on avait négligé de la rechercher.

Et ceux qui connaissent les dessous de notre politique ne seront pas étonnés de lire ce qui suit, savoir : Que notre gouverneur-général, au moment de partir pour l'Europe, écrivait à un des membres les plus distingués de l'épiscopat canadien-français au sujet des bruits de guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne et le priant d'exprimer ce que, dans le cas d'hostilités, serait le devoir des Canadiens vis-à-vis de l'empire. La réponse fut que ce prétendu péril allemand était une chimère. Depuis lors le vice-roi déclare qu'il n'a jamais rien entendu d'aussi beau que notre chant canadien-français de " O Canada! "

Je ne sais pas si nos lecteurs ont bien suivi, dans l'exposé des faits qui précède, le persistant travail de pénétration saxonne qui de notre vie politique s'est habilement insinué jusque dans le domaine religieux et national. Nous disions, il y a plusieurs mois dans ces pages mêmes de la REVUE, que notre défaite sur les questions scolaires de l'Ouest était la première évolution d'un mouvement tournant qui va cerner notre groupe français dans la province de Québec, et qu'après avoir anglicisé l'Ouest on ne tarderait pas à s'attaquer au foyer de nos institutions, au cœur même de la race. C'est fait. Et les plus surpris de tous, c'est encore nous qui avons gaspillé un quart de siècle dans d'amollissantes délices de Capoue et qui n'avons pas voulu comprendre qu'en amoindrissant les plus humbles de nos groupes frères, c'est la source même de notre vie nationale que l'on tarissait.

Nous n'avons pas à revenir sur la poussée d'anglicisation qui, à la faveur des grands événements qui précèdent, menaçait l'Université d'Ottawa, les diocèses français d'Ontario et de l'Ouest. Il suffit de la rappeler pour montrer que tous les événements qui ont suivi la mort de Mgr Duhamel sont la conséquence naturelle des autres. Il manquait un lien entre les tendances nouvelles de notre politique canadienne et les visées secrètes des chauvins anglais qui, non contents de prendre notre argent pour une marine inutile, mettaient une question de race au fond de leur impérialisme colonial. Ce lien, Mgr Bourne l'a donné en proclamant le rôle nouveau du saxonisme dans l'Eglise et en voulant faire de ce qui devait être l'apothéose de l'Eglise universelle le triomphe d'une Angleterre universelle

Et Dieu sait si nous n'eussions pas continué bien longtemps encore sur la pente fatale, sans l'indiscrétion des parasites de notre vie nationale qui attendaient, silencieux et impatients, l'heure où ils pourraient se jeter à la curée de nos œuvres. Nous leur devons au moins ce service de n'avoir pas su attendre. Mais le mal qu'ils nous ont montré ne se limitait plus à notre pays ; il en avait dépassé les frontières, il était allé ruiner notre influence dans les milieux mêmes d'où nous avions l'habitude d'attendre, aux heures difficiles, les décrets sauveurs d'une justice qui ne trompe pas.

Certes, nous ne voulons pas croire qu'on se venge sur nous des tribulations suscitées en Europe au Père des fidèles par un gouvernement de sectaires et par une France oublieuse de ses devoirs comme de sa mission. On aurait pu croire à cette utopie de l'Eglise sauvée par la prépondérance saxonne que la tentative qui en a été faite chez nous suffirait pour désillusionner les plus confiants. Et, ce sera la suprême humiliation de l'église canadienne d'avoir servi d'instrument à une politique nouvelle d'accaparement et d'oppression, d'avoir, à la suite de diplomates oublieux de leur caractère et de leur mission, ou associer le prestige de son nom à une œuvre qui, dans l'espace de quinze jours, avait réuni sous une même bannière assimilatrice des évêques catholiques et les plus féroces ennemis du catholicisme en Amérique. Que ceux qui ont assumé cette responsabilité en portent le fardeau !

J. L. K.-Laflamme.

Vieux articles et vieux ouvrages

Lettres à M. l'Abbé Talbot Smith, rédacteur-en-chef de la "Catholic Review," en réponse à ses articles contre les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre par J. M. Guillet. (Typ. du TRAVAILLEUR, Worcester, Mass, 1891.)

(Suite)

HUITIÈME LETTRE

Oyez, oyez, Canadiens-Français, M. Smith va vous dire les résultats merveilleux de l'américanisation qu'il prêche.

"Les autorités ecclésiastiques font en ce moment tous les efforts possibles en rapport avec la situation, pour américaniser toutes les colonies comprises dans leur juridiction....."—(Catholic Review, 26 avril 1891.)

".....Le mieux pour les Canadiens est d'apprendre, aussi promptement que possible, le langage, les manières et les coutumes des Américains.

"Leur prospérité en deviendra plus grande, spirituellement et matériellement."—*Freeman's Journal*, 16 mai, 1891.

Ce *Freeman's Journal* est aussi un grand journal catholique de New-York.

Donc, Canadiens-français, on vous invite à vous américaniser, et, au dire de M. Smith, les autorités ecclésiastiques font tous leurs efforts pour vous décider enfin à franchir la barrière qui vous sépare du monde protestant américain.

*

* *

Quels résultats pouvez-vous attendre de cette évolution?
M. Talbot Smith lui-même va vous le dire.

Ecoutez bien :

"Pendant un demi-siècle on a jeté dans le sol catholique de ce pays une semence dont le fruit mûrit maintenant et dont nous pourrions être appelés, d'un instant à l'autre, à faire la récolte. Pendant cinquante ans, les catholiques de ce pays ont vécu au centre même de la tradition protestante, sans écoles pour protéger leurs enfants, sans

journaux pour protéger les parents contre les assauts répétés de cette tradition, contre sa force pénétrante qui, sous mille formes, s'impose à l'attention de nos populations et altère leur bon sens et leurs affections.

"Ce serait folie de supposer qu'un peuple, quelque solidement établi qu'il soit dans la foi, puisse, dans de telles circonstances, se garder complètement de toute erreur. Beaucoup ont été perdus pour la religion, beaucoup sont devenus tièdes sans renoncer tout-à-fait à la foi, et beaucoup d'autres ont tellement mêlé les enseignements de l'Eglise aux enseignements de l'erreur qu'ils sont devenus une source de danger pour le Catholicisme en Amérique.... Si les protestants américains n'avaient pas traité les catholiques avec mépris et haine; s'ils ne les avaient pas ostracisés dans la société domestique, dans le monde des affaires et de la politique; s'ils n'avaient pas fait de leur race et de leur croyance un sujet de moquerie et d'opprobre, la position du Catholicisme ne serait pas aujourd'hui aussi avantageuse qu'elle est. Et malgré ces avantages, apparents et réels, nous sommes en ce moment entourés de difficultés et menacés à l'intérieur de nombreux périls qui pourront bientôt nous causer d'immenses pertes et de grandes souffrances.....

"La vieille génération, avec sa foi robuste et son esprit national fortement accusé, disparaît; tandis que la jeune génération, élevée dans les écoles publiques, pénétrée de la tradition protestante, nourrie de la lecture des journaux et des romans à sensation, veut être américaine jusque dans ses vices. Elle n'entend parler de la foi que lors de la première communion et parfois dans un sermon assoupissant. Que peut accomplir une telle génération? Quels liens l'attachent à l'Eglise? Les liens peu forts de la coutume et d'une croyance affaiblie dans ce que les ancêtres ont cru. Et encore ces liens sont-ils tendus au point d'être exposés à se rompre tout-à-fait."

—*Catholic Review*, 4 juin 1887.

* *

*

Le 3 août 1889, le même journal publiait un autre article remarquable sur le même sujet. En voici quelques extraits :

"On discute beaucoup l'existence, parmi nos jeunes gens catholiques, d'une indifférence déplorable à l'égard de la religion. Et pendant peu de personnes sont en état de dire exactement l'étendue des ravages qu'elle a causés. On fait, de temps à autre, l'assertion charmante, qu'un très grand nombre de nos jeunes gens ne s'approchent jamais des sacrements après leur première communion. On dit même qu'un tiers des fils de parents catholiques sont perdus chaque année pour l'Eglise. Cela est-il vrai?....

"Pour nous aider à former une opinion plus arrêtée sur l'étendue du mal, il est bon de considérer quelques faits importants qui nous sont présentés par des publicistes catholiques.

"Ainsi, on affirme que la population catholique des Etats-Unis est aujourd'hui de dix millions.

"Le regretté Mgr Lynch, archevêque de Toronto, dont l'autorité en pareille matière n'est surpassée par celle d'aucune autre personne, calcula, il y a dix ou quinze ans, que la population catholique des Etats-Unis aurait dû alors, par suite de l'immigration et de l'augmentation naturelle, atteindre le chiffre d'environ seize millions. Sans doute, c'est là un calcul bien fait qui montre quelles pertes immenses nous faisons.

“ Sur les 10 millions de catholiques aux Etats-Unis, il y a, au moins, un million de garçons qui ont fait ou qui vont faire cette année leur première communion. Et le tiers d’un million c’est 333,000.

“ Pensez-y. Plus de trois cent mille jeunes garçons que l’Eglise catholique va perdre dans une seule année aux Etats-Unis! Et ces pertes durent depuis des années et dureront Dieu sait combien de temps encore.”—*Catholic Review*, 3 août 1889.

*

* *

Ce n’est pas un écrivain canadien-français qui a dressé ce terrible réquisitoire contre la théorie de l’américanisation. C’est M. Talbot Smith lui-même, le rédacteur-en-chef de la *Catholic Review*.

Et c’est ce même M. Talbot Smith qui veut à tout prix jeter plus de 800,000 Canadiens émigrés dans ce gouffre où des milliers d’Irlandais catholiques ont péri!

Allons-donc, monsieur, à quoi songez-vous?

NEUVIÈME LETTRE

Ce que les Canadiens demandent

Que demandent les Canadiens dans le présent?

D’abord qu’on leur applique *loyalement* la célèbre théorie du Congrès de Baltimore, mais dans un sens différent: “L’Eglise ne connaît ni Nord, ni Sud, ni Est, ni Ouest. Elle ne connaît que des catholiques.”

Très bien.

Or les Canadiens sont catholiques.

Ils ont donc le droit de demander que l’on s’occupe de leurs âmes avant de songer à les américaniser à la façon du Coran: “Apprends l’anglais et sauve ton âme” ou “Va au diable et péris!”

L’Eglise catholique n’a jamais parlé ni agi de la sorte.

La presque totalité de ces émigrés ne savait pas l’anglais. Au milieu de ces congrégations américaines, ils étaient comme des brebis sans pasteur.

Mgr de Goësbriand commença une campagne en leur faveur, et reçut l’appui des autres Evêques; les prêtres canadiens arrivèrent. Ils sont aujourd’hui 200.

Les Canadiens demandent que les Evêques des Etats de l’Est veuillent bien leur continuer la bienveillance dont ils toujours fait preuve à leur égard, et qu’ils continuent de

leur fournir des prêtres qui parlent leur langue, sympathisent avec eux et soient réellement des pasteurs et des pères.

Le Canada n'est pas loin. Les vocations sacerdotales y sont nombreuses. Il sera toujours facile d'avoir des prêtres qui volontiers viendront aider leurs compatriotes émigrés.

Quand, par impossible, les Evêques ne pourront pas avoir de sujets canadiens, qu'ils mettent du moins à la tête de nos paroisses françaises des prêtres qui sachent le français et qui, chose très différente ici, consentent à le parler.

*
* *
*

En effet, là est la difficulté.

Les Evêques de l'Est sont bien disposés pour nous. Ils se sont mis noblement au-dessus de cette question impertinente de la nationalité et nous ont aidés généreusement à fonder des paroisses.

Les Canadiens leur en sont reconnaissants.

Mais beaucoup de prêtres, à la tête de ce qu'on appelle des *paroisses mixtes*, ne remplissent pas le mandat qui leur a été confié. Ils trahissent leur mission et, de propos délibéré, laissent aller à la damnation des milliers de catholiques qu'ils pourraient et qu'ils devraient sauver.

Ces prêtres ont parfois la moitié de leurs paroisses ou les trois quarts composés de Canadiens-français, et, par principe d'américanisation, ces hommes ne disent jamais un mot de français à l'église, excepté quand il font annoncer une quête.

Ils exigent la suppression du français à l'église ou à l'école de paroisse.

Ils enseignent... pardon! ils font enseigner les prières et le catéchisme par les maîtresses du *Sunday School* en anglais seulement.

Il en résulte que :

Dans ces paroisses mixtes, *un quart* au plus des Canadiens vont à l'église et s'américanisent.

Les autres ne mettent pas les pieds à l'église. Ils vivent sans messe, sans instructions, sans sacrements, sans Dieu.

Les enfants sont à l'abandon.

Les parents croupissent dans l'ignorance et le vice et se damnent.

Le prêtre ne s'en occupe pas.

Le prêtre ne les connaît pas.

Le prêtre ne veut rien avoir à faire avec ses *French Canadians*, comme il les nomme avec mépris : “Qu'ils apprennent l'anglais, dit-il, qu'ils prennent des places à l'église, qu'ils paient leurs taxes annuelles, alors le pasteur les reconnaîtra pour ses ouailles ; autrement, non !”

“Qu'ils aillent au diable, s'ils le veulent ; ce n'est pas mon affaire !”

Je l'ai entendu de mes oreilles.

*

* *

Ecoutez, prêtres de Dieu, vous qui, avant d'être des prêtres catholiques, voulez à tout prix être des prêtres américains ; vous qui, dédaignant de vous abaisser vers ces petits et ces humbles, leur commandez impérieusement de s'élever jusqu'à vous ;

Vous qui refusez le pain de la parole divine à ces Canadiens et à ces Canadiennes qui n'ont jamais su l'anglais, et qui ne le sauront jamais assez pour comprendre vos sermons ;

Vous qui pratiquement fermez les portes de vos églises américaines par les conditions que vous imposez à ces émigrés et la manière dont vous les traitez quand, timides et tremblants, ils sollicitent les secours de votre ministère ;

Vous qui, sans bienveillance et sans cœur pour ces pauvres émigrés, les dénigrez et les méprisez, parce qu'ils ne paient pas leurs taxes, quand vous ne faites absolument rien pour eux ;

Vous, enfin, qui vous opposez à ce que des prêtres de leur nation viennent les former en paroisse, et qui avez même osé demander à Rome, par pétition, le renvoi en leur pays de missionnaires zélés que vous traitez d'étrangers ;

Terrible sera le compte que vous aurez un jour à rendre à Celui qui, Lui, ne connaît ni Nord, ni Sud, ni Est, ni Ouest, ni Américains, ni Canadiens, mais seulement des âmes créées à son image et confiées à vos soins pour que vous en fassiez des saints et non pas des Américains.

Avec votre système, vous serez certainement cause de la damnation de milliers de Canadiens et vous en porterez la responsabilité.

*

* *

D'ailleurs, je vous le répète, en dépit de tous vos efforts, nous sommes bien décidés à résister.

Nous ne voulons pas nous laisser américaniser de force.

On ne disposera pas de nous et de nos enfants comme un maître d'esclavés dispose de son troupeau.

Nous sommes des catholiques, nous aussi, et, par conséquent, des hommes libres.

Nous avons des droits garantis par les lois de Dieu et de l'Eglise.

Nous défendrons ces droits.

Nous les réclamerons respectueusement, mais avec fermeté et constance.

Si on nous les refuse, une fois de plus nous irons trouver le Protecteur des opprimés et nous demanderons justice.

DIXIÈME ET DERNIÈRE LETTRE

Programme des Canadiens-Français de l'Est.

Avec une franchise quelque peu brutale, vous nous avez exposé le programme que vous voulez exécuter avant 1892; avec la même franchise, sauf la brutalité, cependant, nous vous dirons aussi quel est notre *platform* et quelle ligne de conduite nous comptons suivre.

Voici donc, M. Talbot Smith.

DÉCLARATION DES DROITS QUE LES CATHOLIQUES ÉMIGRÉS
ENTENDENT MAINTENIR OU REVENDIQUER AVEC UNE
FERMETÉ QUE L'OPPOSITION NE FERA PAS FLÉCHIR ET
QUE L'ARBITRAIRE NE BRISERA PAS.

I. Nous voulons, tout d'abord, garder les 120 églises ou chapelles que nous avons bâties, où l'on nous enseigne la religion dans la langue de nos pères, et qui servent de point de ralliement aux milliers de Canadiens qui nous arrivent sans cesse du Canada.

II. Partout où nous serons assez nombreux pour former une paroisse distincte, nous en ferons la demande à l'Ordinaire du diocèse, et nous le prierons de nous donner un prêtre canadien, s'il est possible, ou, du moins, un prêtre qui sache notre langue qui consente à la parler en chaire et au confessionnal et qui soit enfin en sympathie avec nous.

L'Épiscopat de l'Est s'est montré plus généreux que M. Talbot Smith & Cie pour les Canadiens-français émigrés. Il nous a encouragés dans nos efforts, soutenu dans nos entre-

prises, se mettant au-dessus de toutes considérations mesquines de nationalité et d'intérêt local. Il a vu en nous des catholiques et nous a traités en catholiques. Vous vous rappelez les nobles paroles de Mgr Williams et de Mgr O'Reilly ; vous vous souvenez de la généreuse initiative de Mgr de Goësbriand pour procurer aux Canadiens des prêtres de leur nationalité.

L'épiscopat américain parle et agit autrement que vous, M. Smith.

III. Dans les paroisses où les Canadiens-français forment la moitié ou même les trois-quarts des catholiques nous demandons que le prêtre parle en français, qu'il enseigne le catéchisme et les prières en français à nos enfants, en un mot, qu'il soit prêtre catholique et non pas un agent officiel pour américaniser des gens qui n'en ont point envie.

Les Irlandais-américains exigent des sermons en anglais dans les paroisses mixtes, lors même qu'ils ne sont qu'une douzaine de familles ; ils ont raison.

Pourquoi les Canadiens n'useraient-ils pas du même droit ?

Pourquoi laisseraient-ils des prêtres américains, contre la volonté de leurs évêques, supprimer la langue française et fermer ainsi pratiquement leurs églises à des milliers d'émigrants qui arrivent sans cesse du Canada et ne savent pas l'anglais ? Ces églises, en somme, ne peuvent plus subsister sans les Canadiens.

Pourquoi donc ignorer ces hommes ? Pourquoi froisser leurs sentiments intimes ? Pourquoi méconnaître leurs droits ? C'est là de l'arbitraire.

Messieurs, vous agissez contre les intentions formelles de votre Ordinaire.

Nous protesterons.

Nous présenterons des suppliques respectueuses mais fermes aux Evêques, aux Archevêques, au Pape même, s'il le faut.

Qui nous blâmera de réclamer les privilèges de tout catholique et de tout homme libre ?

IV. Nous maintiendrons nos couvents et nos écoles de paroisse et nous continuerons d'y enseigner le français à nos enfants.

Nous voulons leur garder au cœur, le plus longtemps possible, les traditions et les mœurs du vieux pays catholique d'où nous venons.

Nous croyons que la langue nous est d'un puissant secours pour maintenir notre foi religieuse et pour nous protéger contre les idées américaines et protestantes, si funestes aux émigrants.

Nous garderons donc notre langue et nos coutumes.

Comment pouvez-vous nous le reprocher, M. Smith, quand vous avouez que, faute de cette protection, *des milliers* de catholiques ont perdu la foi en quelques années?

Combien d'Américains avez-vous convertis en vous mêlant avec eux et en acceptant leurs vues et leurs principes?

Moins d'*américanisation* et plus d'esprit catholique fera mieux les affaires de l'Eglise.

V. Nous garderons aussi nos sociétés nationales, nos journaux, nos associations religieuses et littéraires.

Elles nous conservent notre physionomie distincte et, jusqu'à un certain point, nationale. Il n'y a rien là qui soit en opposition avec nos devoirs de citoyens américains. Nous les remplissons en toute justice et en toute loyauté! Mais, en même temps, nous conservons le culte du passé et l'amour de notre ancienne mère-patrie.

L'émigré catholique ne renie sa religion qu'après avoir renié ses ancêtres et les glorieuses traditions du pays de ses pères.

VI. Enfin, Monsieur, quant à cette question d'Evêques étrangers, qui a tant remué votre bile et celle de vos confrères, voici simplement ce que nous, Canadiens, nous demandons au Saint Siège :

Dans les diocèses où nous sommes la majorité et même la presque totalité des catholiques, le cas échéant, qu'on choisisse pour évêque l'homme le plus apte à remplir ce poste et à promouvoir les intérêts de ses subordonnés.

Que des prêtres, zélés, pieux, habiles au maniement des affaires spirituelles et temporelles, ne soient pas exclus de l'épiscopat par le fait seul d'être nés en Canada et de parler français.

De quel droit les Américains réclameraient-ils *le monopole* de cette haute dignité?

L'intérêt des âmes ne doit-il pas passer avant tout?

D'ailleurs, de fait, combien d'évêques et d'archevêques, à l'Est et à l'Ouest, sont nés aux Etats? Un grand nombre viennent d'Irlande et ne sont comme nous que des émigrés en ce pays.

Ne serait-ce pas une anomalie de mettre à la tête d'un diocèse un homme qui, par ignorance de leur langue, ne pourrait pas communiquer avec la grande majorité de ses diocésains?

Voilà, monsieur, ce que nous demandons.

Il n'y avait pas là de quoi exciter votre colère ni justifier les *objurgations* malséantes que vous adressez à M. Cahensly et aux signataires du fameux memorandum.

Voilà notre programme.

Tant que le Chef Suprême des Catholiques n'en aura pas décidé autrement, nous ne reconnaissons ni à M. Talbot Smith, ni à aucun autre de ses inspirateurs et de ses souteneurs, le droit de nous dicter la ligne de conduite à suivre, ni de supprimer par la violence des privilèges que nous possédons comme catholiques et comme citoyens de la libre Amérique.

Si le Pape parle, nous l'écouterons avec respect.

S'il condamne notre programme, nous nous soumettrons.

S'il nous ordonne d'abandonner nos aspirations et de nous *américaniser* au plus vite, nous le ferons.

Mais jusque là... NON !

*

* *

En finissant, remercions M. Smith du grand service qu'il vient de nous rendre.

L'"Enfant terrible" de la *Catholic Review* nous a livré le plan de campagne qui devait nous anéantir.

Il nous a donné une occasion splendide d'exposer notre situation ici et à l'étranger, de faire entendre de justes réclamations et d'attirer l'attention de l'autorité sur des agissements dont nous souffrons depuis longtemps, mais que nous ne pouvions faire connaître au public.

Enfin, ses attaques vont avoir pour résultat final de rallier de plus en plus toutes les forces canadiennes autour du programme commun : "Notre Religion, Notre Langue et Nos Mœurs."

A tous ces titres, M. Talbot Smith, vous avez droit à notre reconnaissance et de tout cœur nous vous disons :

Merci !

*

* *

L'"Enfant Terrible," dans un petit entrefilet du 24 mai,

annonce, pour le mois de juin, des révélations étonnantes, des lettres, des anecdotes, des histoires, etc.

Il promet, en un mot, de faire manger aux Canadiens *de la soupe chaude en été*.

Nous avons en français un petit proverbe assez cruel.

Le voici :

Le vieillard parle de ce qu'il a fait,
Le jeune homme de ce qu'il fait
Et le sot de ce qu'il fera.

Je ne vous applique pas ce proverbe, Monsieur ; ce serait par trop irrespectueux. Je vous dirai seulement ceci :

Préparez de la *soupe chaude*, si vous le voulez.

Le Canadien ne demeure jamais en reste de politesse avec personne, et, en retour de la soupe chaude que vous lui promettez, il vous servira, lui, *de la soupe brûlante à bouche que veux tu !*

Histoire pour histoire,
Anecdote pour anecdote,
Nous acceptons le jeu.

Allons, monsieur, commencez ; nous répondrons.

Mais je gage que vos amis vont encore vous administrer une forte dose de *Castoria* pour vous forcer à vous taire.

Vous êtes trop compromettant, M. Smith.

Vous allez mettre votre fauteuil de rédacteur en danger.

Vous culbuterez, vous verrez ça.

Et nous, les Canadiens, nous en serons marris, car aucun autre éditeur ne pourra jamais nous rendre les services que nous a rendus et que nous rendra encore M. Smith, le rédacteur-en-chef et l'“Enfant terrible” de la *Catholic Review*.

Au revoir, Monsieur, et encore une fois : Merci !

Revue des faits et des œuvres

Une supplique acadienne

Malgré le calme apparent qui s'est fait autour d'elle, la question acadienne n'a rien perdu de son acuité et de son intérêt. On en jugera par la lettre suivante adressée au nouveau Délégué Apostolique au Canada, Mgr Stagni, par un vétéran de la cause qui signe S. Maurice. C'est une lettre ouverte au Délégué que le patriote acadien adressait, il y a quelques jours, à un journal français de la Province de Québec :

A Son Excellence Monseigneur Stagni, Délégué Apostolique au Canada, Ottawa.

Excellence,

Quand le Souverain Pontife Léon XIII, d'heureuse mémoire, daigna nommer S. Exc. Mgr D. Sbaretti comme Délégué Apostolique au Canada, la nouvelle fut accueillie avec le plus profond, le plus filial respect. Tout le peuple catholique, sans distinction de races ou de langues, attendait—et espérait en lui—celui qui paraissait venir avec le Bénédiction du Père de tous.

Hélas, Excellence! Si c'était bien l'apparence d'Esau, la voix était de tout autre!

Mgr Sbaretti étant arrivé, j'osai lui adresser une *Lettre Ouverte* (Voir "L'Évangéline" de Moncton) sur la cruelle condition du peuple français d'Acadie, lui rappelant le martyre terrifiant des aïeux en 1755, sa fidélité alors, puis dans les fils de ces admirables martyrs, jusqu'aujourd'hui où ce peuple a reconquis enfin sa place au soleil des nations. Quel que soit le traitement que l'on me fasse subir ici, (1) j'avais cru pouvoir élever mon humble voix vers le Représentant du Pontife Suprême; parce que, en un moment d'enthousiasme, ce peuple a bien voulu me donner le titre de "Compatriote"; parce que je suis soldat du Roi des rois, fait prisonnier sur la brèche de la Porta Pia et blessé le 20 septembre 1870 et n'ayant par conséquent pas de congé; parce que, enfin, depuis longues années, ému des malheurs immérités du peuple acadien, je m'étais consacré à la défense de sa cause—juste, Excellence, au même titre que celle de l'Église—j'étais d'autant plus confiant dans le sentiment de justice du Représentant du

(1) Un archevêque de notre langue me blâma.—Feu l'hon J. I. Tarte me dit n'avoir rencontré qu'ingratitude pour tout ce qu'il a fait.—On semble ne pas vouloir me pardonner le peu que j'ai osé faire dans l'intérêt de ce peuple.—Est-ce que ce sont des raisons de cesser de se dévouer, si la cause est juste? —Elle l'est entre toutes. Donc...

Saint-Siège, que les saints Pontifes Léon XIII, d'heureuse mémoire, et Pie X, glorieusement régnant, celui-ci Père admirable surtout des humbles, des petits, des *opprimés*, daignaient laisser pénétrer au Vatican mes incessantes suppliques dont une, entre autres, au printemps de 1905, fut remise par mon illustre Général de Charette lui-même.

En vain ai-je osé conseiller au peuple fils de martyrs de s'adresser directement à notre bien-aimé Père de Rome selon le droit du plus petit des enfants de l'Eglise : l'immense respect de ce peuple envers le Doux Christ sur terre faisait répondre invariablement "Que le Saint Père est trop haut et Rome trop loin"!—C'est ainsi que le dominateur sans entrailles a pu continuer son œuvre néfaste sans la moindre crainte, d'autant plus qu'il était parvenu à faire croire au Vatican "qu'il n'y a que trois ou quatre personnes en Acadie qui se plaignent."

Nos frères, les Canadiens-Français, qui commencent à peine d'être sacrifiés comme nous, agissent vigoureusement, eux! qu'ils soient bénis : car leur action aura sans doute une répercussion, si faible soit-elle, sur notre cas. Ils ont décidé d'envoyer leur plus vaillant tribun catholique aux pieds du doux Pontife des Enfants; le talent incontestable de ce grand Canadien-Français trouvera le chemin du Cœur de notre vénéré et bien-aimé Pontife-Roi.

Il faut, Excellence, avoir vécu la vie, souffert les souffrances morales du peuple acadien pour comprendre ses inénarrables douleurs! Votre Excellence conçoit-Elle la douleur qu'Elle éprouverait si, à son agonie, Elle voyait éloigner brutalement de sa couche soit sa mère vénérée, soit le prêtre qui lui parlerait la langue de cette mère, en cette langue bénie voudrait lui ouvrir les Portes du Ciel?... C'est ce qui se fait ici, Excellence!

N'avons-nous pas eu la suprême douleur, l'an passé, de voir le ministre des Autels, notre propre curé, s'unir à nos ennemis pour faire supprimer presque complètement l'enseignement de notre langue à nos petits enfants, par le rappel du Règlement de nos écoles catholiques françaises, règlement obtenu à grande peine, deux ans auparavant, par les plus éminents citoyens catholiques de notre ville? N'avons-nous pas eu la douleur de nous voir refuser, pour nos Sociétés catholiques *françaises*, un Aumônier par M. le curé avec l'assentiment de l'Ordinaire, quand M. le curé est lui-même Aumônier de nos plus cruels adversaires, les *Knights of Columbus*? Que d'autres faits je pourrais citer à Votre Excellence, et dont Elle peut avoir les preuves quand Elle le voudra. Il n'est point de vexations que le clergé d'autre langue, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, n'ait exercées envers les Français : seul, Mons. l'Archevêque de Halifax témoigne quelque bienveillance à la portion de ce peuple faisant partie de son archidiocèse.

A Moncton, où l'on compte près de quatre mille Français catholiques et douze cents environ d'autres langues, on nous impose un curé et le premier vicaire de langue anglaise, ne disant jamais un mot de français en chaire. Le dernier vicaire est Français : Votre Excellence ne peut se figurer la triste position de nos malheureux prêtres français en notre paroisse! Ils sont littéralement terrorisés par les deux autres prêtres!

Votre Excellence daignera-t-elle faire vérifier l'exactitude de ces faits révoltants? J'avais osé supplier Mons. Sbarretti de les faire vérifier, ainsi que ceux que je lui signalais dans mes lettres du 28 juin et de fin juillet 1908, dont Votre Excellence trouvera les originaux à la Délégation Apostolique à Ottawa ainsi que la copie de la lettre que daignait m'adresser Mons. Sbarretti le 11 juillet 1908 sous le No.

4592, m'enjoignant de ne plus dévoiler les exactions du dominateur à l'égard du peuple français d'Acadie. Je dois obéissance absolue à l'autorité religieuse; mais, dit la Religion, *en ce qui est juste et raisonnable*. Je devais donc, en conscience et devant Dieu, continuer la lutte que nous soutenions... jusqu'à ce que l'on m'eût récemment enlevé tous moyens de la poursuivre.

J'avouerai à Votre Excellence que, grâce à de puissants Amis de France, j'ai eu le bonheur d'intéresser au sort affreux du peuple d'Acadie un éminent personnage de Rome, approchant de très près notre Auguste Pontife-Roi; mais il n'est pas au Canada, n'a pas vu l'Acadie, et ne peut être pénétré du sujet comme quelqu'un qui aurait vu.

Peu après ma *Lettre Ouverte* à Mons. Sbarretti, celui-ci daigna venir lui-même en Acadie. Quelle impression en emporta-t-il? Nul ne le sait. Mais alors ou vers ce temps, S. Exc. eut comme Secrétaire un des plus ardents adversaires des Français; ce fait en dit long sur tout ce qui s'est produit depuis cette visite pour aboutir au rappel de Mons. Sbarretti. J'ai osé demander au Souverain Pontife, dans beaucoup de mes suppliques, que S. S. eût la bonté d'ordonner des enquêtes secrètes, dont les chargés ne fussent point connus ni ne pussent subir l'influence des Ordinaires des Provinces Maritimes. Rien ne fut fait; que valaient mes supplications très humbles mais isolées?

Pour les motifs précités, Excellence, j'ose vous adresser la présente *Lettre Ouverte* par un journal habitué à se dévouer au bien du peuple français de la Province de Québec, mais qui a le noble courage de défendre aussi la cause presque perdue du peuple français toujours si catholique d'Acadie. Je sais qu'il n'attend non plus de récompense de son acte de charité: Dieu lui en saura gré.

Le saint Pontife Pie X est le Pape de Jeanne d'Arc. Jeanne est l'Enfant de France, l'Acadie est Fille de France. Ne se lèvera-t-il pas une nouvelle Jeanne d'Arc pour délivrer les deux France?

Je me permets de prier mon très honorable Confrère, M. J.-Ed. Prévost, Propriétaire de "L'Avenir du Nord", de St-Jérôme, Que., d'adresser à Votre Excellence les Nos. du 14 octobre dernier—4 et 11 novembre de cette année—contenant partie de mes lettres de 1908 à S. Exc. Mons. Sbarretti.

Daigne Votre Excellence bénir l'humble soussigné qui ose se protester, avec le plus profond respect, la plus filiale soumission, Monseigneur,

De Votre Excellence,

Le très indigne mais dévot fils,

S. MAURICE.

Moncton, le 26 novembre 1910.

Eloge de la violence

Sous ce titre le *Messenger Canadien du Sacré-Cœur* a publié l'article qui va suivre et qui nous va comme un gant:

Le Christ a dit: Le royaume du ciel souffre violence". *Violenti rapiunt illud*.

Sans exercer de violence envers ce texte lui-même, qui n'a certainement pas trait à l'attaque ou à la résistance à coups de fourche ou de bâton, on peut certainement affirmer que Notre-Seigneur, habituellement si doux, que le Bon Pasteur changea un jour sa houlette en fouet pour fustiger les profanateurs du Temple."

Certains des nôtres semblent l'ignorer, si ce n'est quand il s'agit de blâmer et de frapper les amis d'avant-garde qui osent prendre la verge contre ceux qui attentent à nos droits.

En leur apprenant l'attitude des catholiques d'Angleterre, peut-être réformeront-ils leur mentalité et se montreront-ils moins rigoureux envers les partisans de la lutte intrépide,—sinon violente—en matière de religion et de langue protectrice de la foi.

Quand le ministre anglais présenta un projet de laïcisation des écoles, le chanoine Richardson, dans un *meeting* de 75,000 hommes, s'écria aux applaudissements de tous ;

“Nous ferons sentir au gouvernement que l'Eglise catholique connaît autre chose que la résistance passive. Nous ferons une résistance d'un caractère plus actif. C'est en manche de chemise que nous nous battons pour la liberté.”

Et le chanoine Lynch, parlant du projet des sectaires d'enlever les crucifix des écoles, disait à son tour :

“Jamais, non jamais, avec l'aide du Dieu de nos pères, nous ne laisserons faire cela.”

A Liverpool, Mgr Whiteside affirmait que si le Bill scolaire devenait loi, il constituerait une déclaration de guerre, et que ce serait le devoir des catholiques *“coûte que coûte, fût-ce au prix de l'amende et de la prison, de rendre la loi inexécutable.”* A quoi un laïque, M. Linskey, répondait que *“plutôt que de céder, ils subiraient la prison et l'échafaud.”*

Mgr Gordon, évêque de Leeds, s'il vous plaît, déclare devant 20,000 personnes : *“Catholiques, nous savons prier, souffrir, voter et nous battre. Nous sommes décidés à nous battre.”*

A ce sujet, *l'Idéal*, auquel nous empruntons ces citations, ajoute : *“De ce programme, les catholiques de France n'ont guère pris que les deux premiers points ; ils négligent le troisième et ils ne connaissent pas du tout le quatrième. Aussi, chez eux, la laïcisation va bon train. En Angleterre elle a dû stopper devant des hommes d'énergie.”*

Et au Canada ?

Au Canada, c'est un peu beaucoup la même chose qu'en France. Nombre de bonnes âmes ont su *prier*, nos frères des autres provinces ont su et savent encore admirablement *souffrir*. Quant à *voter* et à nous *battre*, nous n'avons su qu'une chose : nous *chamailler* par partisanerie et pour de vils intérêts, quand il eût fallu nous unir pour la patrie et pour Dieu.

L'expérience de trois hommes d'état anglais et protestants d'Ontario

“Quarante années de vie publique,—disait au Sénat à la dernière session l'honorable McKenzie Bowell, ancien premier ministre du Canada,—m'ont permis de mesurer les inconvénients de mon ignorance de la langue française. J'ai souvent pensé qu'un des plus grands désavantages pour l'homme qui occupe dans la vie publique, une position éminente, c'est le fait de ne pas comprendre les deux langues. Dans un pays comme le nôtre, où une si forte proportion de la population parle le français, je crois que tout le monde devrait comprendre cette langue aussi bien que l'anglais.

Je n'ai pas eu l'occasion de l'apprendre. En grandissant je l'aurais pu, si je ne m'étais abstenu par indolence. Ma conviction sur ce point est si ferme que j'envoie mes enfants s'instruire dans la province de Québec, afin qu'ils puissent mieux accepter n'importe quel poste qui pourrait leur être offert au cours de la vie."

* *
*

"Depuis quarante-sept ans,—déclarait à son tour Sir Richard Cartwright pendant la même session du Sénat,—j'ai pris une part importante dans la direction des affaires publiques au Canada, et il m'est agréable d'attester que nulle population, chez nous ou ailleurs, n'a jamais témoigné autant de considération aux nationalités différentes que la population de la province de Québec. En 1863, lorsque je pris pour la première fois mon siège au parlement du Canada-Uni, rien ne me surprit comme de constater que, tandis que dans le Bas-Canada, la proportion de la population anglaise ne dépassait pas un septième ou un huitième, si ma mémoire est fidèle, un quart de la députation étaient des Anglais et des protestants, élus très souvent dans des circonscriptions en grande majorité catholiques et françaises. Je serais heureux de pouvoir dire en toute sincérité que dans l'Ontario il existe aussi peu de préjugés contre les catholiques qu'on en trouve dans Québec contre les protestants.

*
* *

"Il y a des questions,—disait récemment à Kingston Sir James Whitney, premier ministre de la province d'Ontario,—que nombre d'hommes publics ont soin de ne pas toucher soit en public, soit même dans des réunions privées. Parmi celles-là se trouve la question des Canadiens-Français; mais pour ma part je ne vois pas pourquoi je ne la discuterais pas ouvertement et sincèrement et en ce lieu même. J'ai un profond respect et une profonde admiration pour le Canadien-Français; je crois à son honnêteté, à sa loyauté, à sa fidélité et je me rappelle le mot d'un Canadien-français distingué—j'ai la conviction qu'il révélerait beaucoup de vérité, si les circonstances s'y prêtaient—que les Canadiens-français seront parmi les premiers à combattre et les derniers à cesser le feu pour la défense de leur pays.

Je connais les Canadiens-Français—peut-être pas autant que quelques autres, mais assez pour savoir que dans les régions rurales de Québec l'élément canadien-français est aussi honnête et craignant Dieu qu'aucun autre élément sur le grand continent nord américain.

J'ai foi aux Canadiens-Français, je sens et je crois que ce sont des Canadiens loyaux, et qu'ils sont aussi loyaux au drapeau britannique. *Assurément nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'ils oublient leur origine française.* Mettons-nous à leur place et demandons-nous si nous ne serions pas, comme eux, fiers de nos ancêtres, quoique loyaux au pays où nous vivons et à l'Empire dont ce pays fait partie.

Le millénaire normand

Désireuse de commémorer avec éclat le millième anniversaire de la fondation du duché de Normandie, la Ville de Rouen a décidé d'organiser au mois de juin de l'année prochaine, de très grandes fêtes auxquelles seront conviés non seulement tous les Normands de France, mais aussi ceux du monde entier. C'est dire que les Canadiens-Français devront y prendre tout particulièrement part.

Cette manifestation a pour objet de célébrer le génie de la race normande, de faire revivre aux yeux de tous les pages glorieuses de son histoire.

Des comités locaux ont déjà élaboré de vastes programmes qui comprennent notamment :

1. L'organisation d'un Congrès dit "du Millénaire Normand" comportant des sections d'histoire et de géographie normandes; de littérature normande ancienne et moderne; d'histoire du droit normand, de sciences naturelles et de sciences médicales.

2. L'organisation d'une exposition se divisant en deux parties.

(a) une partie préhistorique, historique et archéologique qui comprendra les origines du génie normand à travers l'Europe et le monde entier.

(b) une partie artistique qui se subdivisera en trois grandes sections :

1o. BEAUX ARTS, architecture, peinture, sculpture, gravures, musique, numismatique, sigillographie, art héraldique, paléographie, imprimerie et typographie.

2o. ART DECORATIF, Art du mobilier religieux, mo-

bilier civil, tapisserie, céramique, verrerie, ferronnerie, sucrerie, horlogerie, ivoirerie, cuir reliure, gainerie, vitraux.—Art du vêtement; tissus vêtements.—Art militaire.—Art maritime.—Art de la parure; orfèverie, bijouterie.

30. ART POPULAIRE.—Folklore, tradition, médecine et pharmacie populaires.

III.—L'organisation de fêtes populaires, avec cavalcades, cortèges historiques, tournois, représentations théâtrales, etc.

Pour mener à bien une œuvre aussi considérable, les organisateurs font appel au concours des Normands du monde; aussi auraient-ils le très vif désir de connaître, pour entrer en relations avec elles, les notabilités et les sociétés des pays qui ont du sang normand, susceptibles de s'intéresser à nos fêtes.

Les personnes ou les sociétés qui désireraient prêter leur concours à cette manifestation à laquelle de nombreuses adhésions se sont déjà produites dans les pays où vivent des descendants de la race normande sont priés de vouloir bien s'adresser au Consulat Général de France à Montréal, 71 avenue Viger.

Autour d'Annapolis

L'évêque de Londres (anglican) a raconté dans une revue anglaise citée par le "Standard", de Montréal, le voyage qu'il a fait au Canada, à l'occasion du deux-centième anniversaire de l'Église anglicane dans notre pays. Il l'a fait, du reste, d'une manière fort attrayante. Il lui a fallu tout de même glisser sur une foule de sujets, faire taire une foule de souvenirs qui donnent, à notre époque, un caractère tout particulièrement gênant à l'histoire de la conquête. Pour nous, il y a longtemps que nous ne récriminons plus contre la multitude des faits accomplis qui il y a 150 ans étaient de la spoliation pure et simple. Depuis lors, nous avons plus d'une foi versé notre sang pour ceux qui, non satisfaits de l'église des Récollets, songeaient par dessus le marché à s'emparer de la basilique de Québec.

Mais quand l'évêque de London se contente d'appeler Grand-Pré le "théâtre du poème d'Évangéline", il donne à ce fait historique un adoucissement plutôt exagéré. C'est mal expliquer un acte barbare, comme on n'en rencontre guère dans l'histoire de tous les peuples du monde, que d'évoquer devant le calvaire acadien le seul souvenir des

beaux vers qu'il a inspirés à Longfellow. Du reste, ce n'est pas avec des couronnes déposées sur la tombe des conquérants qu'on effacera l'opprobre qui depuis 1755 s'attache à la mémoire maudite d'un Lawrence, à un événement qui n'a inspiré un poème immortel que pour en faire une éternelle accusation. Grand Pré, dans l'histoire d'Angleterre, ne brille pas d'un autre éclat que le billot de Charles Ier.

Du reste, le peuple acadien aurait pu oublier la sombre tragédie qui l'a dispersé deux fois aux quatre coins du continent que ses souffrances d'aujourd'hui, dues encore à son origine française, se chargeraient de rouvrir les vieilles plaies de son cœur. Les Anglais, après avoir brûlé ses églises, volé ses terres, dispersé ses familles, ont tout de même respecté son retour à la vie. Ce qu'ils n'ont pas voulu faire, les Irlandais l'ont fait, le font encore, et, glaneurs accourus sur les traces de Lawrence, détrousseurs des champs de batailles abandonnés par de féroces conquérants, ils cherchent à tuer dans sa langue, dans ses coutumes, dans ses traditions, cette race de martyrs que l'on croyait avoir mise deux fois au tombeau.

Certes, les Anglais distingués qui, de notre temps, visitent Annapolis doivent en rapporter autre chose que l'évocation du grand poète. Ils peuvent sentir, de toute la force de cette solidarité dans la gloire et dans la honte qui est la conscience des peuples, qu'ils doivent à ce sol, inutilement et injustement trempé du sang des justes, autre chose qu'un souvenir littéraire.

Les Catholiques Portugais

En Portugal, l'attitude du gouvernement devient de plus en plus mauvaise. Il avait une ambassade auprès du Souverain-Pontife; il vient de la réduire au rang de simple légation, montrant ainsi que, s'il ne veut pas rompre avec Rome, il tient au moins à rabaisser au minimum la représentation officielle qu'il entretient auprès du pape. Mais d'autre part, le gouvernement provisoire s'est lancé dans une série d'actes contraires aux lois de l'Eglise. Guidé par la franc-maçonnerie, il veut solutionner, suivant les idées de la secte, tous les problèmes qui sont vitaux pour le pays et relèveraient des Chambres. En mettant brutalement celles-ci en présence du fait accompli, il espère avoir, sinon une approbation, au

moins une absolution. Et la secte aura obtenu par la force et la violence ce qu'elle n'aurait peut-être pas pu arracher à la conscience du peuple portugais. Outre l'expulsion des religieux, la mise sous séquestre de leurs biens, la prohibition absolue des vœux religieux en Portugal, le gouvernement va faire une loi du divorce qui le met immédiatement en tête de ligne dans l'assaut porté à la famille. Il admet le divorce par consentement mutuel des époux, procédé qui n'a encore d'antécédants dans aucune législation. Il prépare la séparation de l'Eglise et de l'Etat et celle-ci sera certainement faite avant que les Chambres ne soient convoquées. Il ne faut pas croire que la future Chambre puisse avoir des velléités d'indépendance; le gouvernement s'entendra à manipuler les urnes si leur contenu ne répond pas aux pressions qu'il aura exercées, et la Chambre passera l'éponge sur les actes révolutionnaires. Faudrait-il donc désespérer de l'Eglise du Portugal? Je ne le pense pas, et je crois que la persécution qui va s'ouvrir, car le gouvernement est sur une pente trop rapide pour pouvoir s'arrêter, donnera à cette malheureuse Eglise une nouvelle vie. Elle se meurt des concordats, des Pombal et autres, qui n'ont jamais considéré l'Eglise catholique que comme *instrumentum regni*. L'or a payé sa liberté, la pauvreté la fera revivre. Les sacrifices de ses évêques, de ses prêtres, et de ses fidèles seront la plus efficace prière auprès de Dieu pour obtenir justice et liberté.—Don Alessandro, dans la *Semaine Religieuse*, de Montréal, 5 déc. 1910.

Les Chevaliers de Colomb

Nos lecteurs connaissent déjà les résolutions qui ont été adoptées au sujet de l'attitude de l'Ordre sur nos questions nationales par les Chevaliers de Trois-Rivières et de Saint Jean. Beaucoup ne savent pas que les chefs de l'Ordre ont répondu à ces résolutions. La note suivante parue dans le "Temps" d'Ottawa nous apprend comment cela s'est fait :

A une assemblée des directeurs de l'Ordre des Chevaliers de Colomb qui a eu lieu à Détroit, Michigan, le 17 octobre dernier, la question de l'exactitude de certaines accusations portées contre l'Ordre en rapport avec les intérêts des membres Canadiens-Français a été longuement discutée.

La résolution suivante, qui est une réfutation des accusations portées contre les Chevaliers de Colomb, a été approuvée unanimement :

Attendu, qu'il semble exister en certains centres où l'on trouve des Canadiens-Français, une opinion erronée sur l'attitude de l'Ordre que l'on dit être opposé aux intérêts des Canadiens-Français.

Il est résolu, que le Bureau National des directeurs, au nom des Chevaliers de Colomb, déclare par la présente, enrégistre sa dénégation formelle de telles injustes accusations. L'Ordre ne s'occupe nullement de la nationalité de ses membres, sachant que comme catholiques pratiquants, ils seront loyaux à toute autorité civile régulièrement constituée. L'Ordre accepte comme membres tous les hommes, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, mais à une condition, c'est qu'ils soient des catholiques pratiquants. La langue, les coutumes et conditions d'existence locale ne concernent aucunement l'Ordre, excepté que nous comprenons que l'harmonie ne peut être espérée, la justice et le droit reconnus et nos intérêts mis en danger si de l'intervention est tentée dans le maintien des conditions locales. En raison de cette possibilité et pour assurer à nos confrères catholiques, les Canadiens-Français, qu'ils sont les bienvenus, et que leurs droits sont garantis, l'Ordre a traduit en français, ses lois et son cérémonial. De plus il a toujours reconnu que l'emploi de la langue française aux assemblées d'affaires était légal et approprié."

Le "Temps" appelle cela une "réfutation des accusations portées contre les Chevaliers de Colomb". Il n'est pas difficile. Nos amis de Saint Jean et de Trois-Rivières demandent plus qu'une fin de non recevoir comme la résolution que nous venons de publier et qui, on a pu le voir, ne leur apprend rien de nouveau, pas plus qu'elle ne compromet M. Flaherty et ses collègues. Pas un mot sur le droit des catholiques français à leur langue maternelle, une chose qui affecte d'assez près les intérêts de l'Église dans l'Amérique du Nord pour mériter de la part des "Croisés du XXème Siècle" autre chose que la faveur de délibérer en français accordée à des gens qui ne savent pas l'anglais.

Ces messieurs sont indifférents comme les Forestiers Indépendants sont neutres. Ils n'accordent à leurs membres que tout juste les garanties générales qu'il faut pour les garder dans leur giron, pour percevoir leurs cotisations annuelles, et seconder de l'influence de tout le monde l'œuvre irlandaise de ses chefs. Ils ne trouvent pas un mot à dire en faveur de la conservation de la langue gardienne de la foi et de l'esprit de justice qui doit régner entre membres d'une même église. Mais ils amèneront, par exemple, tout leur monde à souscrire \$500,000 pour la pseudo-"université catholique d'Amérique", de Washington.

Quand les Canadiens-Français se plaignent que l'Ordre des Chevaliers de Colomb est devenu un moyen d'assimilation, qu'il est proclamé comme tel par le Chancelier Cassidy de Fall-River, qu'il agit comme tel dans l'ouest, au dire du Chevalier Seymour, que les Chevaliers sont notoirement à la tête de nos ennemis les plus acharnés dans la province d'On-

tario, qu'à Ottawa ils ont mené depuis des années une politique sournoisement hostile aux Canadiens-Français, que dans le Rhode Island même ils refusaient aux Canadiens-Français de prendre part dans leurs rangs à la célébration du Columbus Day, et que tous ces faits, intéressant au plus haut point non seulement quelques groupes de catholiques mais le progrès même de l'Église, sont portés à la connaissance des chefs de cette société prétendue catholique, on n'en obtient qu'une fin de non recevoir. Ceci ne serait encore que peu de chose si nous ne voyions dans tout cela de naïfs Canadiens-Français, méconnaissant les intérêts et la dignité de leur race, promener la justice de Fallon à Flaherty comme on mena autrefois le Maître de Caïfe à Pilate.

Nous passons sous silence l'intervention de certains Chevaliers qui publient dans les journaux de Québec de petits articles bravaches et s'empressent de faire fermer les colonnes de ces journaux et de chanter pouille à ceux qui osent leur répondre.

On nous promet depuis longtemps des pièces vengeresses qui doivent réduire en poussière tous les adversaires de la Columbusterie. La petite résolution de Détroit n'est pas évidemment ce terrible engin de guerre. Et nous attendons. Jusqu'à nouvel ordre nous pouvons bien dire que ceux qui ont voulu aller à New-Haven chercher une déclaration de principes sont revenus bredouilles et qu'ils ont fait ce que nos pères appelaient fort bien "un voyage blanc".

La mort de Tolstoi

Avec ce génie farouche c'est une page de l'histoire du peuple russe qui se complète. Le comte Léon Tolstoi était né à Isnaïa-Poliana, ancien domaine patrimonial des princes Volkonsky, en 1828. Un de ses compatriotes, Serge Persky, dit de cette paisible retraite où furent conçus et écrits *La Guerre et la Paix*, *Anna Karénine*, *Confession*, *La mort d'Ivan Ilitch*, *la Sonate à Kreutzer*, *Résurrection*, qu'elle fut "célèbre dans le monde entier à l'égal du Ferney de Voltaire, du Coppet de Mme de Staël, des Charmettes de Jean Jacques Rousseau."

Tolstoi excelle à peindre la vie nationale et les mœurs du peuple russe. Son œuvre, peu connue au Canada, sinon par la renommée lointaine d'ouvrages comme *Résurrection*, de-

mande pour être appréciée, comme le dit un critique, que soit calmée l'effervescence du premier moment toujours nuisible au véritable jugement littéraire. M. de Vogué lui a consacré, il y a quelques années, une page qu'on relira avec plaisir :

“Avant tout autre, plus que tout autre, il est à la fois le traducteur et le propagateur de cet état de l'âme russe qu'on a appelé nihilisme.

“Chercher dans quelle mesure il l'a traduit, dans quelle mesure il l'a propagé, ce serait tourner dans le vieux cercle sans issue. L'écrivain remplit la double fonction du miroir, qui réfléchit la lumière et la renvoie démultipliée d'intensité, brûlante, communiquant le feu. Dans la confession religieuse qu'il a faite, le romancier, devenu théologien, nous donne en cinq lignes toute l'histoire de son âme : “J'ai vécu dans ce monde cinquante-cinq ans ; à l'exception des quatorze ou quinze années de l'enfance, j'ai vécu trente-cinq ans nihiliste, au sens propre du mot : non pas socialiste et révolutionnaire, suivant le sens détourné que l'usage a donné au mot ; mais nihiliste, c'est-à-dire *vide de toute foi*.”

“Nous n'avions pas besoin de cet aveu tardif ; toute l'œuvre de l'homme le criait, bien que le mot redoutable n'y soit pas prononcé une seule fois. Des critiques ont appelé Tourguénef le père du nihilisme, parce qu'il avait dit le nom de la maladie et en avait décrit quelques cas ; autant vaudrait affirmer que le choléra est importé par le premier médecin qui en donne le diagnostic, et non par le premier cholérique atteint du fléau. Tourguénef a discerné le mal et l'a étudié objectivement ; Tolstoï en a souffert depuis le premier jour, sans avoir d'abord une conscience bien nette de son état ; son âme envahie crie à chaque page de ses livres l'angoisse qui pèse sur tant d'âmes de sa race. Si les livres les plus intéressants sont ceux qui traduisent fidèlement l'existence d'une fraction de l'humanité à un moment donné de l'histoire, notre siècle n'a rien produit de plus intéressant que l'œuvre de Tolstoï...”

Le “Tablet” et les Canadiens-Français d'Ontario

L'“Action Sociale” signale un article publié dans le “Tablet”, de Londres (26 nov. 1910) par un M. Francis W. Grey. Dans cet article il est question des écoles bilingues d'Ontario et de l'hostilité que leur manifestent les catholiques irlandais. Mais l'article est surtout intéressant par la raison nouvelle—pour nous elle a toujours été la seule et véritable—donnée à cette hostilité. Il ne s'agit plus comme le prétend Mgr Fallon de l'inefficacité des écoles bilingues mais de l'encouragement qu'elles donnent au développement des groupes français établis dans Ontario. D'après M. Grey toute la question se résume à ceci :

“Les catholiques irlandais sont convaincus de l'existence d'une “politique française désirant annexer à Québec l'est d'Ontario” ; ils

croient à une véritable "invasion française." Ils sont persuadés, en outre, que les Canadiens-français d'Ontario veulent se servir des taxes scolaires payées par les Irlandais pour favoriser cette invasion au moyen des écoles bilingues." (1)

Cela ressemble beaucoup à la prétention des Irlandais dans leur mémoire de 1905 que dans nombre de localités ils supportaient tout le poids de l'organisation religieuse sans en partager les honneurs. Pour celui qui connaît la situation des catholiques d'Ontario, l'état de décadence où s'y trouvent les Irlandais—sans compter qu'ils sont la minorité dans toute la province—les griefs exposés par M. Grey sont assez amusants. Mais combien, surtout parmi les lecteurs du "Tablet", connaissent ces conditions? Et même s'ils étaient nombreux, combien ne seraient pas tentés d'appliquer à Ontario la politique d'assimilation destinée à l'Ouest Canadien par Mgr Bourne?

L'"Action Sociale" semble convaincue de la pureté des intentions de M. Grey. C'est avec des bonnes intentions comme celles-là qu'un autre M. Grey a tenté de convertir le Troisième Centenaire de Québec en un apothéose de la conquête et de faire chanter un hymne à Saint Jingo au pied de notre monument Champlain. On s'en est aperçu à temps. Mais des diplomates aussi *avertis* que notre ancien Délégué Apostolique, Mgr Sbaretti, et des membres distingués de notre législature s'étaient déjà laissé prendre.

Si M. Grey est aussi bien intentionné qu'il veut en avoir l'air il devra donner à ses lecteurs les renseignements qui leur feront voir la position exacte des Irlandais vis-à-vis des Canadiens-Français en Canada et, parlant d'écoles bilingues, il devra rappeler certains traités qui ont garanti chez nous les droits de la langue française. À défaut de traités il pourrait invoquer le droit des gens et la coutume suivie par l'Église. Il verra ainsi toute l'absurdité de la proposition qu'il faut angliciser une couple de millions de Français pour contenter quelques milliers de catholiques auxquels personne ne refuse de rester tout aussi Irlandais et tout aussi Anglais qu'ils le désirent.

(1) These latter (Irish Catholics) are equally convinced of a "French policy to annex Eastern Ontario to Quebec", of a veritable "French invasion"; convinced, moreover, that there is a desire to use their taxes in promoting this policy and this invasion by means of bilingual schools.

D'autre part, il constatera que sans cette "invasion française" dont se plaignent les Irlandais, l'Église catholique n'aurait rencontré que des désastres dans la province d'Ontario; et que si l'on enlevait demain les 210,000 Canadien-Français qui habitent cette province il faudrait supprimer du coup les diocèses d'Ottawa, du Sault-Ste-Marie, de Pembroke, de Témiscamingue, d'Alexandria, de London, ce qui reviendrait à supprimer une province ecclésiastique tout entière (Ottawa) et à décimer les autres.

Aussi bien n'ignore-t-il pas, puisqu'il est journaliste, que le seul exposé des griefs a souvent pour résultat de faire admettre comme établi leur bien-fondé. Que s'il n'écrivait pas un autre article pour compléter celui dont nous parlons on aurait vite fait de croire à Rome, vu l'influence sympathique qui semble si fortement canalisée de ce côté, que les Irlandais catholiques sont les victimes d'une oppression sans égale, ce qui est trop faux pour qu'on songe même à l'écrire.

Pourtant, ce sont des écrits comme le dernier de M. Grey qui forment en Europe et jusqu'à Rome cette opinion sur laquelle on se base pour nous juger. Et nous sommes si loin de Rome!

Un conseil opportun : Gardons notre langue !

Mgr Bonomelli, évêque de Crémone en Italie, se plaint de ce que les émigrants italiens perdent dans l'émigration leur italianité, tandis que les émigrants des autres nations maintiennent strictement et fortement leur nationalité. A la seconde ou troisième génération, l'Italien émigré en Amérique s'est américanisé et a perdu l'usage de son idiome natal. *"Tant qu'un peuple conserve sa langue, il conserve aussi le souvenir de sa patrie, l'héritage sacré des traditions domestiques, nationales, religieuses et patriotiques. En perdant la langue de sa patrie, on perd aussi la religion de sa patrie."* De là résulte le fait presque constant de l'irrégiosité d'une énorme majorité dans la masse des émigrés.

C'est donc une œuvre éminemment religieuse, civile et patriotique, dit l'évêque de Crémone, que celle qui est organisée par les missionnaires italiens qui suivent les émigrants.

Mgr Bonomelli s'adresse spécialement au clergé italien. Il lui rappelle qui si, autrefois, il suffisait d'attirer à l'Église les princes pour avoir avec eux les peuples, actuellement les

choses ont changé : ce sont les peuples qui, plus ou moins directement, exercent le pouvoir souverain et les Souverains, là où ils existent, n'en sont que les exécuteurs. Il faut donc, forcément, aller au peuple.

“Mais comment s'adresser au peuple? Avec les mains vides? Nous lui parlerons du ciel, de la vie future, des espérances immortelles, de la récompense éternelle, de la patience, de la résignation, de la croix à porter. Mais n'oublions pas que si l'homme est créé pour la vie future, il est aussi créé pour la vie présente, quoiqu'elle soit brève. Il possède non seulement une âme mais aussi un corps : rappelons-nous que la terre est le point d'appui pour monter au ciel. N'oublions pas que l'homme a un corps, qu'il a besoin de pain, de vêtements, d'un toit, qu'il a le droit d'avoir ce qui lui est nécessaire. Si nous ne montrons pas que nous avons soin de ce qui appartient au corps, il ne s'occupera guère de ce que nous lui dirons au sujet de l'âme.

“Jésus-Christ délivrait les hommes des maux du corps pour guérir ensuite les infirmités de l'esprit; il rassasiait de pain matériel les foules venues pour être enseignées sur les choses du royaume des cieux. Si nous, prêtres, nous nous montrons exclusivement préoccupés du bien de l'esprit et de la félicité future promise par l'Évangile, le peuple nous délaissera facilement et suivra les prédicateurs du socialisme qui lui promettent le bien matériel. Le peuple considère comme ses amis et ses avocats ceux qui soulagent ses maux, qui l'aident et s'intéressent à lui.

“Donc, curés, prêtres, laïques catholiques, sortons du temple et des sacristies, mêlons-nous au peuple, rappelons-lui ses devoirs, mais ne passons pas sous silence ses droits.”

Léon Kemner.

La Grande Aube

PAR

Jean Daguët

CHAPITRE PREMIER

IV.

Fédor Basilikoff, ayant vu se refermer le vantail de la grande porte sombre, ut un petit ricanement de mépris et de haine. Entre ses dents ébréchées, il murmura, dans sa langue maternelle :

— Enferme-toi bien, mon garçon, mets les verrous et les chaînes aux portes de ta chambre. Rien ne te préservera de la culbute dans l'autre monde, au jour marqué par le destin, c'est-à-dire par nous les nihilistes !

Il tourna le coin de la rue et fila le long des murs pour regagner le logis du Cœur-Volant, où son ami Philippe devait se morfondre en l'attendant.

C'était lui qui avait écrit la lettre, la veille au soir, de sa propre inspiration, et sans en avertir personne, car il possédait tous les instincts de la race féline qui joue et se divertit avec sa proie avant de se décider à la mettre à mort.

Depuis qu'il s'était réfugié en France, le proscrit russe cherchait vainement l'occasion de tuer quelqu'un, n'importe qui, pour assouvir ses passions sauvages de destructeur. Mais, trop lâche pour se risquer lui-même à exécuter l'attentat, il lui fallait trouver un bras fanatique et complaisant à son service.

Philippe Maulain lui avait paru, dès l'abord, lui convenir pour ce rôle périlleux, étant aussi méchant que lui et beaucoup plus brave. Cependant Philippe, facilement perdu dans ses rêves, se laissant emporter par son imagination au delà des plus fantastiques des utopies sociales, ne s'était pas

encore décidé à commettre l'acte fatal dont tous les deux parlaient sans cesse. Fédor désespérait presque, quand l'envie furieuse et la jalousie féroce entretenues par Philippe contre tous les "jouisseurs" en général se concentra soudain, et sans motif apparent, contre une personnalité spéciale : Jacques Sonnoy.

Le nihiliste russe ne se demanda pas pourquoi ni comment le grand usinier de Saint-Pancrace avait eu le don d'exaspérer les passions felleuses du jeune Maulain. Peu lui importait, en somme. Philippe abhorrait assez le fameux Jacques pour le tuer comme une bête. C'était le cas de profiter de l'occasion. Jacques Sonnoy était jeune, beau, intelligent, très riche, adoré de ses ouvriers. Il était *catholique* surtout. Autant lui qu'un autre ; et, par le fait, Maulain n'avait pas si mal choisi son homme.

On l'anéantirait donc. Fédor Basilikoff, par avance, en se représentant la boucherie, s'en frottait les mains. Ceux qui le rencontraient dans la rue s'étonnaient du rictus de ses lèvres minces. Enfin quelqu'un allait payer pour tous les riches de cette maudite cité industrielle !

Fédor Basilikoff remonta en courant les deux étages, entra brusquement dans les mansardes.

—Que de bruit ! s'écria Germaine, mécontente. Qu'avez-vous donc, ce matin, Fédor ?

—J'ai faim ! répliqua-t-il vivement en s'asseyant à table.

Sur la toile cirée nettoyée, il y avait de la salade, du saucisson et des œufs durs.

—Je te félicite d'avoir faim, toi ! dit Philippe d'un ton amer. Moi, je ne serais pas capable d'avalier une bouchée, en ce moment !

—Mauvais, mon cher ! très mauvais ! il faut manger, absolument, sans quoi les nerfs prendront le dessus et tu ne seras plus bon à rien.

Germaine les regarda tous les deux, attentivement, l'un après l'autre.

—Qu'est-ce que vous complotez donc ? demanda-t-elle, sans aucune inquiétude dans la voix, du reste.

—Oh ! répondit Fédor, tout simplement une nouvelle expérience chim que !

La jeune fille haussa les épaules.

—Si vos expériences vous rapportaient quelques sous, au moins ! Mais jamais de la vie ! vous n'êtes pas assez pra-

tiques pour cela. Très joli, la science pure ; de loin, en principe. Mais pour ce que la science nourrit son homme ! pas la peine de se détruire !

—Toi ! s'écria Philippe, tu me dégoûtes ! tu ne penses qu'à gagner de l'argent !

—Et je m'en flatte encore !

Philippe allait rétorquer avec colère, Fédor le calma.

—Laisse-la donc ! dit-il. Qu'est-ce que ça te fait ? Ta sœur est bien libre de s'arranger à sa mode, dans l'existence ? Elle est majeure, n'est-ce pas ?

Philippe se tut de mauvaise grâce et garda un silence farouche jusqu'à la fin du triste dîner.

Dès que le café fut pris, Germaine se leva, débarrassa lentement la table, rangea la desserte, et, s'étant lavé les mains, s'apprêta pour sortir.

—Vous allez à Lille aujourd'hui ? lui demanda Fédor, avec un intérêt soudain.

—Oui, je vais à Lille, et je rentrerai peut-être en retard. Si vous êtes pressés de souper, vous trouverez dans le buffet du fromage d'Italie et des sardines.

Elle roula proprement son parapluie, boutonna ses gants et sortit de la mansarde.

Alors Fédor se leva, se dirigea vers la porte, poussa soigneusement les verrous, et revenant vers Philippe :

—A nous deux, maintenant ! dit-il à voix basse.

Ils passèrent ensemble dans la pièce voisine, qui lui servait à la fois de chambre à coucher et d'atelier.

Un étroit lit de fer étalait, dans un coin, la friperie de ses couvertures ; un autre, replié sur lui-même, supportait, dans le jour, des piles de livres, qu'on posait par terre la nuit. Sur des planches grossières, clouées au mur, des multitudes de bœaux s'entassaient. En dessous, penchait, lamentable, la défroque des deux hommes. Devant l'unique fenêtre s'étendait une sorte d'établi primitif, chargé des instruments les plus hétéroclites. Une table bancale supportait les manuscrits du Russe. Tout semblait désordonné et sale.

Cependant, les deux compagnons, en pénétrant dans ce bouge, eurent un même sourire de satisfaction et de triomphe.

Fédor prononça :

—Nous allons être bien tranquilles pour travailler !

—Ce n'est pas trop ! répondit Maulain, avec cette chipie qui entre et sort continuellement, nous avons déjà perdu vingt-quatre heures au moins !

—Bah ! rien ne presse !

Ils s'assinent, côté à côté, devant l'établi.

Maulain se mit à doser délicatement des poudres, qu'il mélangeait, avec d'innombrables précautions, dans des tubes de verre couchés.

Basilikoff montait une sorte de minuscule mouvement d'horlogerie qu'il assujettit adroitement ensuite au fond d'une de ces grandes boîtes en fer-blanc cylindriques, où les épiciers conservent les sucres d'orge et les bonbons "variés."

Absorbés par leur ouvrage, à peine les deux hommes échangèrent-ils quelques mots.

Maulain demanda tout à coup :

—On ne se doute de rien, à ton journal ?

—On ne se doute de rien !

—Tu n'as pas dit un mot... à personne ?

—Pour sûr que non, jamais de la vie !

—Tu ne te fies donc pas aux camarades ?

—Non, je ne m'y fie pas ! répondit nettement Fédor. Ce ne sont pas des convaincus, au fond. Je suis sûr qu'ils auraient peur.

—Ils sont pourtant aussi misérables que nous ! observa Philippe.

—Peut-être plus ; mais ils espèrent toujours mieux. Combien de soi-disant révolutionnaires tourneraient en conservateurs, s'ils sentaient leur bourse copieusement garnie !

—Et tu crois que tes confrères appartiennent à cette catégorie abjecte d'égoïstes ?

—J'ai tout lieu de le supposer.

—Alors, déclara Philippe, tu as bien fait de te taire sur nos projets.

Fédor ne répondit rien. Il jugeait son ami un imbécile de ne pas comprendre sa pensée intime. Lui, Fédor, n'entendait pas se compromettre. Que le coup réussît ou ratât, il ne se souciait point de s'y trouver impliqué de sa personne. En gardant un silence absolu vis-à-vis de ses confrères, il se préservait prudemment de toute dénonciation de leur part. Que Philippe fût pris en flagrant délit d'assassinat, il le serait seul ; et lui, Fédor, pourrait jouer la surprise, la douleur, voire même l'indignation, à l'annonce de son crime.

Les heures passaient ; la nuit s'insinuait dans la mansarde. Il eût été imprudent d'allumer une lampe au milieu de tous ces mélanges. Force fut de ranger les poudres, de cacher

la grande boîte. Et, pour plus de sûreté, quand les deux complices furent sortis de leur laboratoire, ils en refermèrent la porte sur eux, de crainte que les regards aigus de Germaine ne surprissent, même dans l'ombre, quelque objet suspect.

—Dommage de n'avoir pu terminer l'engin aujourd'hui ! dit Philippe, en soupirant.

—Ce sera pour demain, voilà tout ! répondit philosophiquement son camarade.

Maulain prit un livre. Il n'osait pas sortir en ville, ayant prétexté une indisposition pour ne pas se rendre à son travail. Fédor Basilikoff partit pour le bureau de rédaction de son journal, emportant précieusement sa copie quotidienne dans la poche intérieure de son pardessus.

Le *Réveil des Parlais* était installé fort succinctement, dans un petit local obscur et infect, au fond d'une cour, derrière l'établissement d'un juif de bas étage se livrant au commerce des chiffons, ferrailles et peaux de lapins. Cependant, quoique les "bureaux" du journal fussent situés au fond de la cour, une enseigne éclatante, couleur sang de bœuf, était accrochée à la devanture de la maison, indiquant la présence d'un journal anarchiste dans cet immeuble.

A vrai dire, le *Réveil des Parlais* n'avait qu'un nombre d'abonnés infimes. Mais il se vendait encore assez bien, au numéro, le soir, devant la porte des fabriques, grâce à son impétuosité et à son immoralité surtout. Un ancien notaire véreux, et condamné pour faux, le commanditait. Un banqueroutier lui servait de directeur politique et d'administrateur financier. Quelques éphèbes, en mal de plume, cuisinaient vicieusement ses entre-filets à scandales. Tous les articles de tête, les *grands* articles, étaient signés de Basilikoff. Lisait-on ses deux colonnes d'injures à répétition contre la société pourrie du vieux monde et les institutions désuètes du capital et de la propriété ? Que lui importait ? Ça lui valait cent sous par jour, de quoi se payer l'apéritif et pourvoir aux expériences de son chimiste et ami, Philippe Maulain. Basilikoff n'en demandait pas davantage.

Ce soir-là, en pénétrant dans les bureaux, il s'aperçut d'une rumeur insolite, parmi les membres de la rédaction. Le notaire jurait, le banqueroutier gesticulait avec rage, les jeunes faisaient chorus.

—Qu'y a-t-il donc ? demanda-t-il, vaguement inquiet, car, dans ces sortes de commerces interlopes, généralement on n'a pas la conscience fort nette.

Les autres lui répondirent, parlant tous à la fois :

—Figure-vous que notre meilleur camelot, le vieux Balthazar, vient d'être à moitié écrasé tout à l'heure par un chariot, sur la Grande Place. Tant pis pour lui, direz-vous. Naturellement ! Au fond, son aventure nous serait bien égale : un de perdu, dix de retrouvés. Mais le vexant de l'affaire, c'est que l'imbécile, se croyant déjà mort, a demandé à se confesser, devant tout le monde, tandis qu'on le transportait à l'hôpital. N'est-ce pas odieux ?

Fédor Basilikoff se mit à rire de la mine piteuse de ses collègues.

Mais le notaire se fâcha tout rouge.

—Vous riez, vous ! vous trouvez ça drôle, quand toutes les feuilles cléricales vont se gausser de nous, demain, avec des "manchettes" d'une aune, sur leur première page : "La Conversion d'un Anarchiste" ; "Eclatante réparation" ; "Révélations sensationnelles", etc., etc. N'avez-vous pas honte de rire, Fédor Basilikoff ?

Le notaire écumait, positivement.

Basilikoff redevint grave.

—Si on nous attaque, nous sommes bons pour répondre ! répliqua-t-il.

Et, sur cette parole énergique, il passa paisiblement dans l'espèce de cave où était installée la presse.

L'histoire du camelot écrasé inquiétait assez peu l'ancien forçat, il avait d'autres sujets de préoccupation en tête !

Mais la journée n'était pas finie. Comme Fédor, sur le coup des huit heures du soir, reprenait la direction de son domicile, il rencontra deux autres vendeurs du *Réveil des Parias*, qui l'arrêtèrent au passage.

—Vous ne savez pas, le vieux Balthazar...

—Si, si, je sais ; il a été écrabouillé par un chariot, il a demandé un curé à l'hôpital.

—Ah ! si ce n'était qu'un curé !

Fédor s'arrêta, cloué sur place.

L'un des vendeurs se pencha mystérieusement vers lui :

—Paraît que Balthazar, c'était un ancien ouvrier de Saint Pancrace...

—Hein ? quoi ? fit le nihiliste devenu tout pâle.

Le vendeur continua :

—Balthazar a eu des remords. Il a fait appeler "leur Jacques", comme ils disent, et ce qu'il a dû lui en raconter, vous voyez ça d'ici ! Ce qu'il doit rigoler, le Jacques !

Fédor Basilikoff dut faire un effort terrible pour répondre à cet homme d'un ton à peu près calme :

—Nous pourrions toujours affirmer que le vieux avait perdu la tête.

—Ça, c'est vrai ! répondit l'autre. Bonsoir, compagnon !

Fédor Basilikoff, resté seul dans la ruelle noire, au milieu du brouillard nocturne, s'aperçut qu'il claquait des dents. Toute sa poltronnerie native, lui remontant au cerveau, l'affolait. "Deux lignes de l'écriture d'un homme peuvent suffire à le faire pendre", dit-on. Et il avait commis cette insanité d'écrire à "leur Jacques" ! Et le vieux Balthazar connaissait si bien son écriture à lui, le nihiliste, l'évadé des bagnes de la Sibérie ! Même contrefaite, il ne s'y tromperait pas ! Et la pensée obsédante s'ancra dans son esprit épouvanté que Jacques, sachant d'où provenait le misérable, avait *dû* lui montrer la lettre, pour chercher à en découvrir l'auteur. S'il en était ainsi, Basilikoff était perdu.

Sous l'empire d'une terreur abjecte, l'ancien forçat rentra précipitamment dans son logis d'emprunt, où il trouva le frère et la sœur en train de souper déjà en tête-à-tête.

Sa pâleur était si aparente que Philippe s'en inquiéta.

—Es-tu malade, Fédor ? ou bien te serait-il arrivé *quelque chose* ?

—A moi, non, pas encore du moins, répondit le Russe d'un ton tragique ; mais Balthazar, le vieux camelot, a été écrasé par un camion sur la Grande Place.

—Et c'est cela que te bouleverse à ce point ! s'écria Philippe sarcastiquement ; compliments, mon cher, je ne te savais pas si philanthrope !

Fédor, agacé, haussa les épaules.

—Laisse-moi donc aller jusqu'au bout, imbécile, et tu me comprendras, j'aime à le croire ! Du vieux Balthazar, je m'en fiche autant que toi. Mais le désagréable de l'affaire, c'est que le faux anarchiste, se sentant mourir, a demandé non seulement un curé, mais encore le fameux Jacques, pour lui faire sa confession !

—Mais savait-il, ce vieux ? Avais-tu donc parlé ?

Un juron retentissant échappa au jeune Maulain. Il cria :

—Non, non ! répliqua précipitamment Fédor, saisi d'une nouvelle frayeur devant l'exaltation de Philippe ; non, non, Balthazar ne savait rien ! personne au monde de sait rien !

—Alors, que t'importe ! conclut son camarade, retombant

comme une soupe au lait retirée du feu. Que le bonhomme raconte ses boniments à tous les curés de la ville, et à "leur Jacques" par-dessus le marché, ça nous est bien égal!

Il se remit à manger tranquillement. Mais Basilikoff avait perdu totalement son bel appétit coutumier. Sa gorge, contractée et sèche, ne laissait plus descendre la nourriture. Il étouffait. Ah! s'il avait pu révéler l'intime pensée de son âme basse et vile! Mais il ne l'osait pas! Il s'était caché de Philippe Maulain pour écrire cette stupide lettre anonyme de menaces, inutile et imprudente satisfaction de sa vengeance anticipée. Jugeant des autres par lui-même, il se disait que si Philippe venait à le savoir compromis, vite il le renierait, le renverrait, l'abandonnerait; peut-être même s'empresserait-il de le livrer à la justice. Il en avait le frisson.

Quand Germaine se fut retirée et enfermée dans sa chambre, selon sa coutume, pour y travailler à loisir fort avant dans la nuit, Philippe, de nouveau, pressa Fédor de questions. L'agitation du Russe ne lui semblait pas naturelle, mais Fédor était bien résolu à se taire sur sa stupide démarche. Il balbutia de vagues explications.

—Toi, dit-il à Philippe, tu n'as rien à craindre. Ta place d'ingénieur chimiste n'est pas compromettante. Mais moi, rédacteur politique au *Réveil des Parias*, je puis être arrêté cette nuit, sur la dénonciation de crime!

—Allons donc! comme si tout le monde en ville, depuis le maire jusqu'au dernier balayeur des rues, ne savait pas d'ores et déjà que tu es la cheville ouvrière du journal?

—Oui, mais...

—Il n'y a pas de *mais*. Tu es un poltron, Fédor, et voilà tout. C'est un prétexte que tu prends pour me lâcher à la veille du coup. Va-t'en, si tu as la frousse! Moi, je n'ai pas peur, et je marcherai bien tout seul!

Une flamme de fureur s'allumait dans les yeux du chimiste. Fédor jugea plus sage de se taire.

V.

Quand une servante de l'hôpital était accourue en hâte, chercher Jacques Sonnoy dans sa maison, sur la requête du vieux camelot, la première pensée du chef d'usine avait bien été, en effet, pour la lettre anonyme reçue le matin. Ce

vieux savait-il quelque chose? voulait-il révéler un complot? Jacques se le demandait, en courant à travers le brouillard dans la direction de l'hôpital Sainte-Marguerite.

Il trouva le pauvre Balthazar au moment d'entrer en agonie, confessé déjà, repentant, et secoué de sanglots convulsifs, dus autant à ses remords qu'à ses souffrances atroces.

—Oh! M'sieu Jacques! lui dit le mourant, M'sieu Jacques, ayez pitié de moi! je suis un malheureux! Depuis que je vous ai quitté, voilà cinq ans que je vis dans la boue, entre l'ivresse et le vol. C'est la mauvaise presse qui m'a perdu. J'avais le goût de la lecture; j'achetais ses vilaines feuilles. Y en a bien plus de méchantes que de bonnes. Oh! M'sieu Jacques, si le monde savait le tort que peut faire un sale journal! J'ai voulu vous demander pardon avant de mourir, et vous supplier de prier et de faire prier pour moi. Mais j'ai voulu vous dire ça aussi, M'sieur Jacques: méfiez-vous de la mauvaise presse!

Le vieillard pleurait. Jacques, ému, lui serra les mains, l'assura de son pardon et de ses prières.

L'autre continua de parler, divaguant un peu, répétant toujours les mêmes paroles: "Sales journaux, vilains livres, poison du pauvre monde". Mais de la lettre, pas un mot.

"Il ne sait rien, sûrement, pensa le jeune homme. S'il avait eu connaissance d'une machination contre moi, il n'eût pas manqué de m'en avertir. Peut-être, après tout, cette lettre n'est-elle que l'œuvre d'un plaisant de goût douteux".

L'aumônier de l'hôpital arrivait, portant les saintes huiles. Déjà le moribond perdait l'usage de tous ses sens.

Une demi-heure plus tard, le vieux Balthazar était mort. Son ancien patron lui ferma les yeux et retourna chez lui, recueilli et grave, ressassant avec angoisse les dernières paroles du transfuge:

—Méfiez-vous de la mauvaise presse!

Oh! comme ce cri d'un camelot de venin répondait à sa conviction profonde! Comme c'était vrai! Si l'on savait le mal que peut faire un journal perfide! Quoi! l'hygiène physique était à l'ordre du jour! Les médecins multipliaient les précautions inlassables autour de l'humanité en péril. La guerre était déclarée partout aux microbes de la matière! Et le poison qui tue l'âme coulait à flots sur la voie publique, sans qu'aucune autorité s'interposât pour en endiguer le torrent! Affiches, prospectus, périodiques, brochures, tout était mis

librement en œuvre, pour corrompre les mœurs du peuple et ravaler la masse des ouvriers et ouvrières au niveau moral d'un troupeau de porceaux !

L'initiative privée des catholiques réagissait assurément contre un si lamentable état de choses. Jacques Sonnoy le savait mieux que personne, lui qui soutenait de ses derniers toutes les bibliothèques des patronages et des paroisses, lui qui fournissait gratuitement de bons livres toutes les familles de ses travailleurs. Mais il lui sembla soudain qu'il n'avait rien fait encore. Il entrevit, pour la première fois, la possibilité d'une diffusion formidable de lectures saines et fortes ; de petits périodiques alertes, déposés à la porte des ménages pauvres, et que les gens dévoreraient en allant aux fabriques ; de tracts illustrés, distribués chaque soir aux carrefours par de jeunes et hardis camelots. Un frisson joyeux le secoua ; une bouffée d'orgueil légitime lui monta au cerveau.

—Le *Réveil des Parias* ! songea-t-il avec mépris. Un follicule infime ! Comment ne l'avons-nous pas pulvérisé sous le talon de notre botte, nous catholiques, nous qui sommes le nombre et qui avons la richesse en partage ? Pauvres de nous ! Manquons-nous assez d'énergie ! Avec les moyens dont nous disposons, si nous le voulions fermement, nous arriverions à régénérer le monde !

A la lettre anonyme, il ne pensait plus.

Il rentra de si belle humeur pour souper, que sa bonne grand'mère s'étonna.

—N'avais-tu pas été appelé près d'un malheureux mourant ?

—Oui, grand'mère ; mais cet homme, avant de mourir, m'a donné de si beaux conseils, que j'en suis électrisé !

Et il rapporta les propres paroles du vieux camelot, et il expliqua le projet grandiose qui venait de germer dans sa cervelle fertile.

L'aïeule approuva.

—Je te fournirai ton fonds de bourse, lui déclara-t-elle.

Ils causèrent ensemble de cela toute la soirée : On ferait appel à la générosité de tous les chefs d'usines chrétiens, et ils étaient nombreux à Blanche-Croix ; on récolterait des souscriptions dans tous les rangs de la bourgeoisie ; on nommerait un comité exécutif ; on recruterait des écrivains. Jacques citait des noms, proposait des sujets, que discutait sa grand'mère. Elle dit doucement :

—N'oublie pas les femmes, Jacques. Tu ne parles que d'hommes, dans tes combinaisons. Ne néglige pas le concours des femmes; elles peuvent être infiniment utiles. D'abord, elles te comprendront toutes, sûrement, et peut-être mieux que beaucoup de leurs maris. J'en connais même plusieurs qui te prêteront volontiers le secours de leur plume. Ce n'est pas à mépriser.

A suivre

CARTES PROFESSIONNELLES

EUGENE L. JALBERT

AVOCAT ET NOTAIRE

36 Commercial Building

WOONSOCKET, R.I.

BELL, EST 2390 . MARCHANDS 358

J. O. LABRECQUE & CIE

AGENTS POUR LE . . .

**Charbon
Diamant
Noir . .**

ADELARD ARCHAMBAULT

AVOCAT ET NOTAIRE

Aussi commissaire pour la
législation des actes pour le Canada

18 Longley Building

Woonsocket, R.I.

141, rue Wolfe, Montreal

Controlons nos Epargnes !

Protégeons nos Familles !

Défendons nos Institutions Nationales !

Trois buts que l'on atteint en s'enrôlant dans

L'UNION ST-JEAN BAPTISTE D'AMERIQUE

La plus sûre, la mieux organisée des sociétés de secours mutuels aux
Etats-Unis.

LISEZ "L'UNION," organe officiel de la Société, le plus vigoureux
des journaux franco-américains.

ADRESSE—L'UNION ST-JEAN BAPTISTE D'AMÉRIQUE, WOONSOCKET, R. I

L'ALMANACH FRANCO-AMERICAIN POUR 1911

BIEN CHERS COMPATRIOTES,

Appréciant à sa juste valeur la cause patriotique et sacrée que vous poursuivez par un travail et un dévouement sans bornes pour la revendication de nos droits légitimes, pour la conservation morale et intellectuelle de la jeunesse, cette sève vivifiante que l'arbre généalogique de la race Franco-Américaine; et poussé par le désir de contribuer, tant soit peu, à ce mouvement destiné à opérer tant de bien pour l'avancement de notre cause commune, je viens vous offrir un travail, sous forme d'almanach, préparé spécialement pour vous, membres de nos sociétés bien-faisantes.

Cet almanach, le premier et le seul du genre, préparé en langue française de ce côté de la frontière, contient cette année une liste complète des membres du clergé Franco-Américain, des églises et écoles paroissiales.

Le lecteur y trouvera aussi une liste des fêtes religieuses, jours de jeûnes, informations sur la naturalisation; ainsi que contes de Noël, articles sur le Jour de l'an, les Rois, le gâteau des Rois, anecdotes, faits historiques, variétés, etc., et une liste complète des sociétés Franco-Américaines et de la brigade des Volontaires Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, avec adresses.

Le prix de l'almanach est très minime et à la portée de tout le monde, seulement que dix centins l'exemplaire. En vente par tous les secrétaires de nos sociétés, ou à l'adresse ci-dessous.

L. H. BOURGUIGNON, Editeur,
389, rue Main, Fitchburg, Mass.

A VENDRE

ON DÉSIRERAIT UNE COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PAROISSE.

UNE MAGNIFIQUE MAISON (67 x 32½ pieds) en pierre, à deux étages et demi, située dans la ville de Québec, quartier nouveau, avec en plus 32,000 pieds de terrain parfait ou plus.

Peut-être convertie en école ou en couvent. Contient actuellement deux logements munis de toutes les améliorations modernes, lumière électrique, bains, etc.

CENTRE D'UNE FUTURE PAROISSE. CONVIENDRAIT PARFAITEMENT A UNE COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE. Plus de 300 lots à bâtir ont été vendus depuis un an sur les terrains immédiatement avoisinants la maison en question.

Le plus beau morceau d'immeuble qui se trouve dans Québec et, qui a été spécialement réservé pour l'établissement d'une église, d'un collège et d'un couvent.

Pour autres renseignements,

S'adresser à J. A. LEFEBVRE,
4, case postale, Québec.